

Sans-logis, expulsés... Récupérons les logements vides



Editorial

Les foules en liesse vont célébrer ces jours-ci le 42^e anniversaire de la fin d'une guerre dont aucun Etat n'a voulu faire l'économie. Quarante-deux ans sans guerre « propre », sans guerre du « droit » pour les grandes puissances industrielles, ça met quand même l'ancien combattant à 60 ans minimum. Encore 20 ans à se faire réveiller à la trompette de cavalerie par les authentiques patriotes.

Ce 8-Mai est un « plus jamais ça » sans grande signification pour nous, anarchistes. Nous sommes encore gouvernés par Yalta. Le partage monstrueux des zones d'influence des Etats-Unis et de l'U.R.S.S. a eu tous les effets voulus. Aucune confrontation directe et cha-

cun est resté peu ou prou maître chez lui. On ne s'embarrasse pas du Viêt-nam ou de l'Afghanistan pour se taper sur l'épaule à la télé. Les guerres n'ont été, ne sont pas froides pour tout le monde. Tout est affaire d'illusion, de spectacle...

Les grandes puissances ne peuvent maintenir leur hégémonie que par l'hypocrisie et le lance-flamme. Budapest, Prague, Santiago sont les exemples mêmes de ce qu'il est possible de faire. Si la guerre des communiqués fait rage pour dénoncer ici ou approuver là une intervention, si quelques vagues sanctions sont prises mais rarement appliquées, il reste toujours du sang sous les boîtes même après l'orage.

Alors comment faut-il donc écouler le surplus d'armement, comment savoir si les tech-

nologies sont au point, sinon en les rodant sur Beyrouth, Kaboul et demain peut-être sur Managua. Pourquoi se fier à des gens qui discutent limitation des armements dans ces conditions. La spirale donne une fois de plus la nausée.

Si nous voulons un monde sans guerre, nous l'aimerons sans contraintes, débarrassé de toute pollution verbale et de tout miasme politicien, sans enfants noirs aux ventres ballonnés, sans fuites éperdues pour trouver un abri sous les bombes, sans exclusions sociales.

Les sinistres hommes d'Etat n'ont rien d'autre à nous offrir que le médiocre et le chacun pour soi. Si les moustaches de Staline avaient été plus courtes, la face du monde aurait-elle vraiment changé ?

éditions

- Editions du Monde libertaire
KROPOTKINE Pierre, La conquête du pain
PROUDHON Pierre-Joseph, De la capacité politique des classes ouvrières

- Editions du groupe Fresnes-Antony
PROUDHON P.-J., Avertissement aux propriétaires
BALKANSKI G., Libération nationale

- Editions de l'Entr'aide
KROPOTKINE Pierre, L'Entr'aide, un facteur de l'évolution
COLLECTIF, Marx, ténia du socialisme

- Editions diverses
COLLECTIF, Lexique de l'anarchisme
COLLECTIF, Les dossiers noirs d'une certaine résistance

- Editions La Rue
JOYEUX Maurice, Le consulat polonais
JOYEUX Maurice, Mutinerie à Montluc

Permanence du secrétariat aux relations intérieurs : le samedi, de 14 h 30 à 18 h, 145, rue Amelot, 75011 Paris (M° République) Tél. : (16.1) 48.05.34.08.

Abonnez vous ! LE MONDE LIBERTAIRE Rédaction-Administration 145, rue Amelot, 75011 Paris, tél. : (16) 1.48.05.34.08. Table with rates for France, Foreign, and subscription options.

éditions

AFFICHE Affiche « Appel à témoins » éditée par le groupe du XV. Dimensions : 318 x 450. Prix de vente : 0,60 F l'unité au-dessus de 50 exemplaires.



ON SOUSCRIT, ON S'ABONNE AU « MONDE LIBERTAIRE HEBDO »

liste des groupes f.a.

- PROVINCE GROUPE Aisne: Anizy-le-Château — Allier: Moulins — Ardèche: Aubenas — Bouches-du-Rhône: Marseille — Charente-Maritime: Marennes/Rochefort

- RÉGION PARISIENNE GROUPE Paris: quinze groupes répartis dans les arrondissements suivants: 1er, 5e, 9e, 10e, 11e, 12e, 13e, 14e, 15e, 16e, 17e, 18e, 19e, 20e.

LIAISONS PROFESSIONNELLES O.R.T.F., R.A.T.P., S.N.C.F., Route, Travailleurs de l'éducation, Banques.

sommaire

PAGE 1 : Editorial — PAGE 2 : Informations des groupes de la F.A. — PAGE 3, Société : Logement et rapaces, Expulsés de la rue Lacroix, Création d'un comité des mal-logés — PAGE 4, Les luttes : En Bref, Nucléaire en Maine-et-Loire, Le Premier Mai : C.G.T. et C.F.D.T., Manif de la F.A. — PAGE 5, Société : Justice et immigration, Procès Barbie — PAGE 6, Société : Chronique de la terreur nucléaire (1ère partie) — PAGE 7, Répression : Lettre de prison d'Eric Hébert, Soutien mode d'emploi, Procès d'objécteur insoumis — PAGE 8, Dans le monde : Madagasçar, Affaire Waldheim, Nouvelles du Front — PAGE 9, Informations internationales : Chili, Yougoslavie — PAGE 10, Archives : Louis-Mercier Vega à la veille de la Seconde Guerre mondiale — PAGE 11, Expressions : Programmes de Radio-Libertaire, Gala, Cinéma, Notes de lecture — PAGE 12, Dans le monde : Quels changements en U.R.S.S. ?

liste des permanences des groupes f.a.

- PROVINCE AISNE Groupe d'Anizy-le-Château: permanences les lundis de 19 h à 20 h, salle communautaire du Moulin de Paris, Merlieux, 02000 Laon, tél. : (16) 23.80.17.09.

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, Paris 11° Directeur de publication : Maurice Joyeux Commission paritaire n°55 635 Imprimerie : Roto de Paris, 3, rue de l'Atlas, Paris 19° Dépôt légal 44 149 — 1er trimestre 1977 Routage 205 — Publi Routage Diffusion SAEM Transport Presse

le monde NCENDI délogées toutes s priétaires, f loyer... le X Paris a un curieusement aux friands de s qui n' l A peine du mois de ils créé que dix-neuf mo n'ont pas de l'actual le Journal dix-millièm gory, en divers le p dernières a Certes, ment dans arrondissement pas récent incendies, intimidation, les exact s'accélére mois. Les des même des famille ment afr désépar les pièges priétaires. tions. La pré étranger Comment tête chino avec tout ver dans qu'un ap insalubre illégale e pas droit d'expulsi travailleur sera pas un loger demandé guère pl tions N C pompi même l étte rela ils at précoc concert — dont et maté Les f plus de semain municipi son de la fami palera de la r lorsque Les tains o coûtén Outre l co-loc langue ment c Châtea refuse Une XX° G XX° ar

INCENDIES criminels, familles délogées de force, racket sous toutes ses formes, faux propriétaires, fausses quittances de loyer... le XX^e arrondissement de Paris a un aspect Far West qui, curieusement, échappe totalement aux médias d'habitude si friands de scandales.

Des faits qui n'intéressent pas les médias

A peine les incendies criminels du mois de décembre dernier ont-ils créé quelques remous. Mais les dix-neuf morts, dont cinq enfants, n'ont pas tenu longtemps la une de l'actualité ; à la même époque, le *Journal du Dimanche* tartinait sa dix-millième page sur l'affaire Grégory, en la qualifiant de « fait divers le plus dramatique de ces dernières années ».

Certes, les problèmes de logement dans les XVIII^e, XIX^e et XX^e arrondissements de Paris ne sont pas récents : il y a déjà eu des incendies, des expulsions, des intimidations, mais il semble que les exactions se multiplient et s'accroissent depuis ces derniers mois. Les victimes sont toujours les mêmes : des travailleurs ou des familles immigrées, généralement africaines, suffisamment désespérées pour tomber dans les pièges des escrocs, des propriétaires... et des administrations.

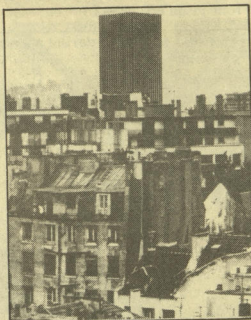
La première obligation d'un étranger est d'être « en règle ». Comment l'être ? Premier casse-tête chinois. Un immigré arrivant avec toute sa famille ne peut trouver dans le XX^e arrondissement qu'un appartement minuscule et insalubre. Il sera donc en situation illégale en l'occupant, et n'aura pas droit au logement en cas d'expulsion. Si, en revanche, le travailleur immigré vient seul, il ne sera pas en droit de demander un logement social familial. Le demanderait-il qu'il ne serait guère plus avancé. Certes, certains ont reçu des réponses posi-

LOGEMENT
Les rapaces et leurs méthodes

ves de la municipalité, mais c'était au bout de... treize ans d'attente.

Les charges ou le loyer ?

Deuxième piège administratif : celui des quittances de loyer, que les locataires doivent être en mesure de fournir. Les propriétaires des immeubles en question n'ont ni envie ni intérêt à les entretenir, pour des raisons sur lesquelles nous reviendront. Il est donc



fréquent qu'ils ne paient pas les charges de l'immeuble. Au bout de quelques mois, l'eau et l'électricité sont coupées. Les services sociaux conseillent donc aux locataires de cesser de payer leur loyer, mais de payer les charges à la place des propriétaires. Evident ? Bien sûr. Mais il est tout aussi évident que les résidents seront dans l'impossibilité de fournir des quittances, et donc d'être relégués.

Deuxième escroquerie possible : les locataires payent leur loyer et reçoivent dûment leurs quittances. Mais elles sont à un faux nom, généralement à celui de l'homme de paille du propriétaire.

En cas d'expulsion, les locataires présenteront en toute innocence de fausses quittances, dont on leur expliquera avec commisération qu'elle n'ont aucune valeur.

Troisième cas de figure, plus sordide encore. Un individu sans scrupule repère un appartement vide, généralement délabré. Il y pose des serrures, et se met à la recherche d'une famille immigrée venant d'arriver et démunie à souhait. Une fois la proie trouvée, l'arnaque est facile : le faux propriétaire pourra soit leur « vendre » l'appartement, soit encaisser des loyers... Et la famille se retrouvera squatter à son insu.

Politique de logement de la ville de Paris

Passons maintenant aux intérêts des propriétaires qui, en l'occurrence, concordent merveilleusement avec ceux de la mairie de Paris. La politique de logement peut se résumer à « tout le monde dehors », en attendant que les familles africaines soient remplacées par des cadres français, qui occuperont bourgeoisement des H.L.M. tout confort refaits à neuf. Pour construire ces résidences, il faut de la place.

La municipalité rachète donc les terrains au mètre carré, sans se préoccuper de l'état des immeubles qui, de toute façon, seront rasés. Mais si les propriétaires vendent au même prix un immeuble en ruine et un logement neuf, ils sont payés plus chers pour un terrain libre qu'un emplacement habité. La principale question est donc : comment faire déguerpir les familles, sans être tenu, comme le veut la loi, à les reléguer au même prix, dans la même zone et sur la même superficie ?

Les réponses sont toutes merveilleusement simples, et permettent toutes les rapaceries possibles. D'abord économiser les charges, et continuer à encaisser les loyers le plus longtemps possible. Ensuite, attendre que l'immeuble soit totalement insalubre... et prévenir discrètement la commission d'hygiène que l'immeuble est habité dans des conditions déplorables.

Ce qui est absolument exact : certaines familles vivent à sept dans quinze mètres carrés, d'autres occupent des appartements dont le plancher, le plafond ou les murs risquent à tout instant de s'écrouler, et les rats atteignent parfois de telles tailles qu'ils représentent un danger pour les bébés... Lorsqu'il sera remis de ses émotions, l'inspecteur de l'hygiène fera expulser immédiatement les occupants qui, comme

nous l'expliquons plus haut, ne seront jamais relégués. Le propriétaire, lui, n'aura plus qu'à revendre l'immeuble et à compter son fric.

Comment spéculer...

Mais le nec plus ultra, la panacée, ce sont incontestablement les incendies : un immeuble brûlé est évidemment évacué. Le terrain sera donc acheté au prix fort. Et en plus, les propriétaires toucheront l'assurance... Que quelques bébés africains paient cette spéculation de leur vie est sans doute sans importance.

Hélas ! ces méthodes comportent quelques risques, encore qu'on ait jamais arrêté aucun incendiaire. De même, un occupant, quelle que soit sa situation, qu'il paie son loyer ou non, ne peut légalement être expulsé qu'après un procès — et encore

faut-il qu'il le perde. La solution est, là encore, très simple. Il suffit d'envoyer quelques hommes de main bien équipés pour terroriser les familles, casser les portes, voire jouer de la matraque pour les convaincre de déménager.

Mis à la rue d'une façon ou d'une autre, les immigrés n'ont généralement qu'une solution pour éviter d'aller vivre en famille dans le métro : trouver un autre appartement tout aussi insalubre et minuscule, où les mêmes exactions se renouvelleront. L'impunité des coupables et la totale indifférence dans laquelle se déroulent ce que la loi française considère théoriquement comme des crimes (incendies volontaires, menaces de mort, coups et blessures, escroquerie...) sont assez estomacantes.

Cependant, il semble que les familles du XX^e ne s'adonnent pas au fatalisme. Face à des méthodes inqualifiables, on voit se développer les squatts, les réquisitions d'appartement, les expulsions d'escrocs. Autant de ripostes qui, si elles se généralisent, peuvent devenir redoutablement efficaces.

Pascale CHOISY

Expulsés de la rue Lacroix
Quand le provisoire s'éternise

NOUS relations dans le numéro 659 du « Monde libertaire » les mésaventures des locataires du 62, rue Julien-Lacroix : le 27 mars dernier, une partie de la façade s'étant effondrée, les pompiers du XX^e avaient immédiatement évacué les résidents, sans même leur laisser emporter le strict nécessaire. Les familles avaient été reléguées dans des hôtels, les isolés casés dans des foyers, « en attendant les travaux et les réparations ».

Relogement très précaire

Ils attendent toujours... et leur situation devient de plus en plus préoccupante. Les vingt-six co-propriétaires ne se sont toujours pas concertés pour commencer les travaux, et les trente-deux locataires — dont huit enfants — se trouvent encore dans une situation précaire et matériellement intenable.

Les familles séjournent toujours à l'hôtel, avec interdiction d'avoir plus de deux sacs de bagages et de faire la cuisine. La première semaine d'hébergement doit être intégralement prise en charge par la municipalité, mais le remboursement devient ensuite dégressif, à raison de - 10% par semaine. C'est-à-dire qu'au bout de dix semaines, la famille vivant avec ses cinq enfants et occupant deux chambres paiera 9 000 francs par mois, sans compter la nourriture... et le loyer de la rue Julien-Lacroix, sous peine d'être interdite de relogement lorsque les travaux seront terminés.

Paris, ville lumière ?

Les « isolés » ne sont guère mieux lotis : ils vivent seuls, mais certains ont six enfants à charge au pays. Les foyers où ils ont été casés coûtent 780 F par mois pour des chambres à trois lits, sans douche. Outre l'inconfort, ils souffrent souvent d'incommunicabilité avec leur co-locataires, qui viennent de pays différents et ne parlent pas leur langue. Mais ce qui les préoccupe le plus est la proposition de relogement que la municipalité leur a faite : le centre Nicolas-Flamel, rue du Château-des-Rentiers (1). Il s'agit d'un taudis où même les clochards refusent de séjourner !

Une réunion des locataires se tiendra ce jeudi 7 mai à la mairie du XX^e. Quelles autres farineuses propositions leur fera la mairie du XX^e arrondissement de Paris, ville lumière ? Affaire à suivre...

P. C.

Création d'un comité des mal-logés

UN Comité des mal-logés vient de se constituer à Paris sur trois arrondissements (XI^e, XIX^e, XX^e), regroupant une centaine de familles françaises et immigrées. Dans ces quartiers populaires où la mairie de Paris n'en finit pas d'opérer son lifting, les conditions de logement ne cessent de se dégrader.

La spéculation incite les propriétaires d'immeubles à laisser ceux-ci à l'abandon au lieu de les entretenir, les projets de rénovation faisant flamber le prix du terrain quel que soit l'état des habitations. Les procédés les plus crapuleux sont utilisés par certains (vente ou location d'appartements à des familles le plus souvent immigrées sans aucune attestation officielle, suivie un beau matin d'une expulsion manu-militari par les « forces de l'ordre »...).

Bien entendu, les expulsions légales ou abusives ne donnent pas droit à une quelconque proposition de relogement, tout comme les incendies criminels du XX^e arrondissement ont laissé des dizaines de familles à la rue ou dans des situations alarmantes.

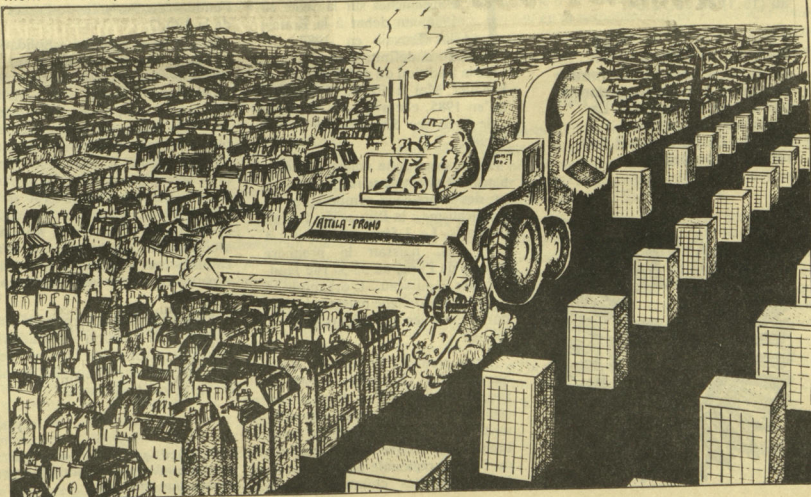
Désirant stopper ce cycle infernal, des familles ont décidé de prendre leur situation en main en dénonçant la misère et la précarité des plus démunis, en empêchant l'aggravation des conditions de logement et en mettant le doigt sur les responsables de cette situation catastrophique.

De moins en moins de logements sociaux sont construits à Paris, n'étant pas assez rentables. Pourtant 140 000 familles ont fait des demandes d'H.L.M. et 43 000 familles sont classées prioritaires car vivant dans des conditions particulièrement déplorables. Certaines attendent un logement depuis plus de dix ans, alors que des milliers d'appartements sont vides et non attribués.

Pour lutter concrètement contre les propriétaires véreux, la police et les pouvoirs publics, il est important que dans chaque quartier les gens à la rue réquisitionnent les logements vacants, qu'une mobilisation coordonnée se mette en place pour s'opposer aux expulsions. Chaque famille a droit à un logement décent, quel que soit son revenu. Cette évidence va bien sûr à l'encontre de la politique actuelle du logement des propriétaires privés et publics, qui s'entendent fort bien pour gérer la misère des plus démunis. Le Comité des mal-logés s'est créé pour coordonner la lutte contre cet état de fait.

C.B.

Pour tout contact, le Comité des mal-logés tient une permanence chez « Un logement d'abord », 67, rue des Vignolles, 75020 Paris.



en bref...en bref...

• La revue « Que choisir », éditée par l'Union fédérale des consommateurs, vient de publier un numéro spécial sur le nucléaire. On y trouve en particulier : l'état actuel de la radio-activité en France à la suite de la catastrophe de Tchernobyl et les dangers de tous genres que nous font courir (ou nous ont fait courir) les centrales nucléaires. Un dossier fouillé et intéressant, dont on ne regrette pas l'achat.

• La revue « Noir et Rouge » organise une rencontre-débat autour du thème suivant : « Contre-révolution idéologique, dérive réformiste, extrême droite », avec la participation de rédacteurs de ce dossier. Rencontre-débat : vendredi 15 mai, à 20 h, à l'Ageca, 177, rue de Charonne, 75011 Paris (M° Alexandre-Dumas).

• Le C.I.R.A. organise une conférence le 16 mai, à 17 h 30, sur le thème « Une communauté libertaire dans les Hautes-Alpes ». C.I.R.A., 5, rue des Convalescents (2^e étage), 13001 Marseille.

• Le n°27 d'« Article 31 » vient de paraître. Au sommaire : Front national en Grande-Bretagne, extrême droite et Liban, le point sur la Belgique, le Club de l'Horloge...

• Un numéro hors série de la revue « Hommes et Libertés » (Ligue des droits de l'homme) vient de paraître sur le thème : « Libertés, le nouvel ordre libéral ». Ce dossier a été réalisé avec les revues « Actes », « Justice », « Plein droit ». Prix du n° : 30 F. Pour information : L.D.H., 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris.

• La librairie La Gryffe et la revue « Silence » organisent vendredi 15 mai, à 20 h 30, au C.E.P., 44, rue Saint-Georges, 69005 Lyon, une réunion-débat avec Louis Puiseux à propos de son livre « Le crépuscule des atomes ». Au programme : Tchernobyl, les risques du nucléaire civil, la politique du « tout nucléaire » en France, etc.

• A l'occasion de la réunion nationale de la C.N.T., l'union locale de Paris tiendra une permanence exceptionnelle les 8, 9 et 10 mai 1987. Les camarades intéressés pourront passer au 39, rue de la Tour-d'Auvergne, Paris 9^e, entre 10 h et 19 h, ou téléphoner pendant ces heures au (16.1) 48.78.78.64.

• Des nouvelles de Serge Livrozet : le Parquet a fait appel de la décision de remise en liberté provisoire, ordonnée par le juge Beauguitte. La chambre d'accusation a statué : Serge Livrozet doit retourner en prison...



DÉCIDÉMENT, le Maine-et-Loire semble plaire aux têtes chercheuses de l'industrie française du nucléaire. Pas pour son pinard et la douceur du climat, mais plutôt pour son sous-sol. L'Agence nationale pour le stockage des déchets radio-actifs (A.N.D.R.A.) avait en effet abandonné le site de Cholet dans le sud du département, il y a un peu plus d'un an, suite à la forte opposition rencontrée sur le terrain (cf. M.L. de l'époque). Qu'importe, on essaie ailleurs.

Les anciens puits d'ardoise du Segréen, dans l'ouest du Maine-et-Loire, apparaissent maintenant pour l'A.N.D.R.A. comme un lieu potentiel de stockage des déchets radio-actifs à longue durée de vie. Les schistes seraient un terrain idéal pour emmagasiner la merde nucléaire. Fidèles à leurs habitudes, les tenants de l'électro-nucléaire n'ont donné aucune information, ou si peu, tant à la population qu'aux élus locaux.

Les militants écologistes et les opposants au nucléaire ont réagi en organisant des collectifs de lutte et en battant la campagne et les maires pour apporter une contre-information, voire même simplement une information. Départementalement, une coordination s'est créée : la C.O.R.I.A.C.E. (Coordination régionale d'information et d'action contre l'électro-nucléaire), qui regroupe pour le moment les Travailleurs-Paysans, le

P.S.U., les Verts, le M.A.N., Nature et Progrès, le M.P.T.E. et la F.A., et sans doute bientôt l'U.D.-C.F.D.T.

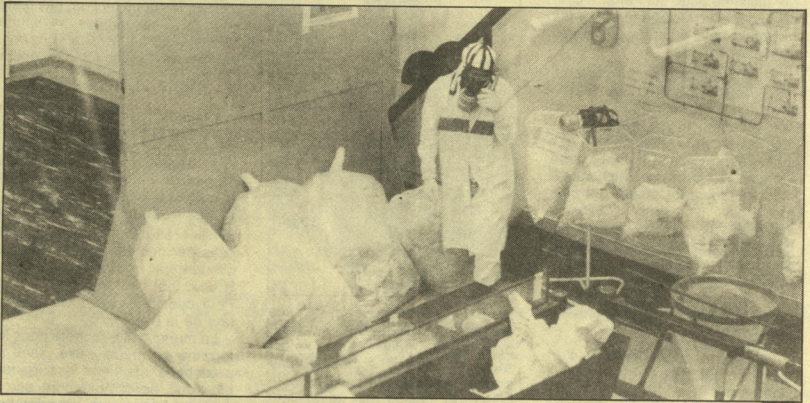
A l'irradié inconnu

En effet, toute la région est concernée, y compris Angers (préfecture du département) qui verra, si le projet de centre voit le jour, 2 000 wagons chargés de matières radio-actives passer par sa gare. Les actions de la C.O.R.I.A.C.E. ont commencé : réunion publique le 28 avril, manifestation symbolique au

monument aux morts d'Angers le 29 avril à la mémoire de « l'irradié inconnu », contact et soutien du collectif local de lutte sur le site — qui organise les réunions dans les petites communes concernées.

Des demandes de débats contradictoires, entre les responsables de l'A.N.D.R.A. et des scientifiques indépendants opposés au centre de stockage, ont été faites... Demandes restées sans réponse ! La lutte ne fait que commencer puisque les travaux de l'A.N.D.R.A., avant l'éventuelle ouverture du site, dureront jusqu'en... 1992 !

PATRICK (Gr. d'Angers)



PREMIER MAI

C.G.T. : le plein...

travailleurs du Maroc, de l'Amicale des Algériens en Europe.

« Premier Mai assez terne, sauf à la manifestation parisienne de la C.G.T., la seule qui ait réussi un vrai cortège dans les rues de la capitale », déclarait une dépêche de l'A.F.P., infirmant le fait que la C.G.T. avait « fait le plein ». La tradition internationaliste était préservée dans le défilé puisque pour plusieurs pays différentes organisations étaient présentes (1). Bel esprit œcuménique que la C.G.T. aurait pu poursuivre sur le plan français au lieu de laisser son service d'ordre blesser des militants de la L.C.R. !

La Confédération générale du travail a donc fait la démonstration de sa force, tolérant dans ses rangs la J.O.C. et le Parti humaniste. Mais l'« énervement » des

membres du service d'ordre semble montrer que la direction de la C.G.T. entend bien le rester et ne laisser aucun doute sur l'hégémonie de son rôle. A moins que le soleil ne soit le seul coupable ! Quand on est révolutionnaire, on peut rêver comme Henri Krasucki aime souvent à le dire.

« Salaire, emploi, liberté, Sécurité, paix et solidarité internationale », dixit la banderole de tête de la

manif parisienne, mais cela ne donnait pas encore la recette pour l'unité d'action dans les luttes.

THIERRY (Gr. Pierre-Besnard)

(1) L'observateur vigilant, qui était sur les trottoirs longeant la manifestation, pouvait par exemple dénombrer plus de 6 partis communistes turcs, sans parler des Kurdes et des Iraniens.

Manifestation de la Fédération anarchiste

COMME tous les ans, la Fédération anarchiste appelait à manifester ce Premier Mai. Si le beau temps était là ainsi que le printemps, apportant le muguet en abondance, les foules en revanche ont préféré prendre la route pour un repos mérité, profitant de ce week-end prolongé. Nous étions malgré tout 600 ce vendredi-là à manifester de la Bastille au cimetière du Père-Lachaise.

Six cents, drapeaux noirs et rouges au vent, pour célébrer cette journée des travailleurs sur un air de lutte et de solidarité internationale. En effet le Premier Mai trouve ses origines en 1886, à Chicago, où des camarades furent victimes de la répression policière. Aujourd'hui, alors que les syndicats se disputent la représentativité de la classe ouvrière et qu'ils s'enferment de plus en plus dans le réformisme et la collaboration de classes, il paraît important de manifester contre un patronat qui ne cesse de s'enrichir et un Etat qui terrorise de plus en plus les individus.

Refaire du Premier Mai une réelle journée de luttes s'impose, surtout que cette année des milliers d'étudiants, de cheminots, d'instituteurs... ont pris le chemin de l'action par la voie des coordinations, laissant derrière eux les bureaucraties syndicales enfermées dans leurs logiques politiciennes. Pouvoir d'achat, santé, chômage, éducation, Sécurité sociale, logement, racisme, expulsions... de tous les côtés, les travailleurs sont attaqués, écrasés et trompés par les patrons, l'Etat et même leurs prétendus représentants que sont les syndicats.

Aujourd'hui, plus que jamais, le Premier Mai doit être cette journée de protestation et de solidarité internationale pour les travailleurs de tous les pays. C'est ainsi que la Fédération anarchiste concevait cette journée, même si les travailleurs ont bouddé les cortèges pour s'évader à la campagne. Il est heureux de voir qu'il reste des gens pour affronter le pavé parisien en donnant une valeur à ce Premier Mai. Il est bon aussi de constater que, contrairement aux affirmations des médias, la Fédération anarchiste a mobilisé pour cette journée autant que F.O. et plus que la C.F.D.T. Remercions tous ceux qui se sont regroupés à notre appel, ainsi que l'U.P.F., la C.N.T. et le S.M.O.T. (syndicat dissident russe en exil) qui ont choisi nos rangs pour ce Premier Mai.

L.D.

C.F.D.T. : carton jaune

LES péniches sur la Seine en 1986, un débat à la Bourse du Travail en 1987 : la C.F.D.T. a définitivement rompu avec la tradition du défilé de rues, le Premier Mai à Paris. Il est vrai qu'en 1985, elle avait été bien ridicule avec ses 500 pélerins sur le bitume.

Alors pour cette année, les cédétistes choisirent de se retrouver dans un des hauts-lieux symboliques du syndicalisme : la Bourse du Travail de Paris. Le 3 février 1887, il y a cent ans, naissait la première Bourse de Paris, au 35-37 rue Jean-Jacques Rousseau. L'organisation interprofessionnelle naissait, la solidarité entre les travailleurs se développait.

Cette première Bourse fut, quelques années plus tard, transférée rue du Château-d'Eau, là où se rassemblèrent, cette année, les militants de la C.F.D.T. bien peu nombreux (300) malgré l'appel conjoint de l'union régionale parisienne, de la Maison des chômeurs et de

l'emploi de Paris/Ile-de-France et de la J.O.C.

Le thème retenu, « Solidarité sociale », ouvrit un débat sur le minimum social dans lequel la représentante confédérale, Nicole Notat — dauphine d'Edmond (1) — se trouva amplement contestée : 4-5 mois de chômage seraient-ils acceptables ? Sûrement pas, pour les militants de la région parisienne, qui lui rétorquèrent qu'il fallait s'attaquer à l'ensemble du problème du chômage et non pas seulement à l'exclusion des sans-emplois non rémunérés à qui les « petits boulois » seraient proposés.

L'heure n'était donc pas à la fête, malgré l'introduction musicale brillamment assurée par Bracht. Fernand Pelloutier ne pouvait que rougir de ce syndicalisme-là !

L.N.

(1) Maire, quant à lui, se réfugiait à Brest, peut-être pour ne pas affronter la contestation parisienne.

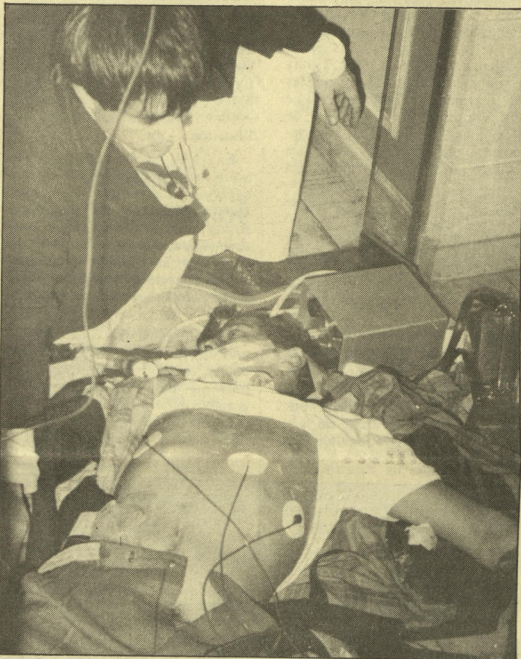
JUSTICE ET IMMIGRATION

Le rôle répressif des institutions

Le jeudi 5 avril se déroulait la reconstitution de l'assassinat d'Abdel. Vous devez vous souvenir de ce jeune homme qui est mort le même soir que Malik Ousseki. A l'appel du comité de soutien d'Abdel, une centaine de personnes se retrouvèrent pour soutenir la famille. Des jeunes qui venaient des 4 000 de La Courneuve, mais aussi de Noisy-le-Sec et de Stains.

La Seine-Saint-Denis et la sécurité

Il faut savoir que dans la Seine-Saint-Denis d'autres jeunes gens



Malik Ousseki.

ont morts et, dans certains cas, on semble encore loin de la vérité. En janvier, un jeune est retrouvé mort dans une cave : overdose. Or deux jours avant, il avait été arrêté par les policiers de Noisy-le-Sec pour vol. D'après la famille, il fut tabassé au commissariat et dut même être hospitalisé à cause de maux de tête. Début avril, la famille demandait encore à connaître le rapport d'autopsie qui ne lui avait pas été communiqué.

A Stains, deux jeunes ont été abattus en février par un taxi. Ce dernier parla de légitime défense, mais les conditions de l'agression — s'il y en a eu une — démontrèrent qu'il avait volontairement tiré pour tuer. Aujourd'hui, il se trouve inculpé d'homicide volontaire. On voit que ce département est à haut risque et cela n'est pas tout. Deux jeunes collègues d'affiches ont été inculpés en mars de braquage chez un pompiste. Or ils sont de la même cité que les deux morts précédents et on parle de pressions policières.

Des différences de traitement

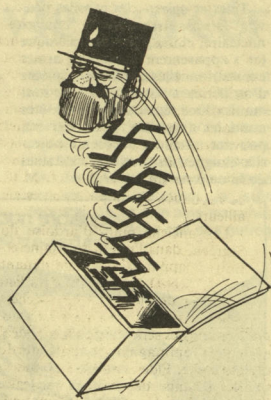
A Stains comme à La Courneuve, les gens ne sont pas restés inactifs. Des comités de soutien ont été créés et sont un relais nécessaire pour toute action. Nous n'allons pas revenir sur les relations entre jeunes et flics. Il faudrait surtout insister sur le côté traitement judiciaire. Prenons des exemples :

- Wahid Machichi s'est approché un peu trop près d'une B.M.W. ; un type, à sa fenêtre, prend son fusil, tire et le tue. Verdict pour l'assassin : trois ans ferme et deux ans avec sursis.

- Un travailleur marocain donne un coup de poing à son patron, lequel tombe mal et se tue. Verdict : douze ans ferme.

Ces comités de soutien ressentent donc la nécessité de créer une pression pour que les traitements judiciaires soient égaux pour les Français et les immigrés. Lorsque l'assassin d'Abdel est mis en liberté provisoire deux jours après son crime, on comprend qu'un certain vent de révolte souffle aux 4 000. Là-bas, beaucoup connaissent la taule et apprécient à sa juste valeur une décision qui est rarement prise pour de simples vols à la tire. Dans notre société de consommation, protéger un magnétoscope est plus important qu'une vie.

Le fait que ces jeunes s'organisent est sympathique, mais présente pour nous un certain nombre de problèmes. Dans leurs revendications, une remise en cause de la justice est latente,



mais elle est réduite car les fondements de cette dernière ne sont pas attaqués. Nous butons sur des problèmes analogues à ceux que nous rencontrons régulièrement. Il existe sans doute une différence, c'est la forme de leur auto-organisation. Mais là aussi il y a des limites. Bien sûr, il ne faut pas croire que l'on doit les laisser se démerder, mais je pense beaucoup plus à l'heure actuelle à des actions individuelles que de groupes. Mais existe-t-il de bonnes solutions ?

Rester logique avec nous-mêmes

Le traitement différencié des Français et des étrangers n'est pas le seul signe que la justice est truquée. Il n'y a qu'à voir avec quelle fougue celle-ci défend la propriété privée lors d'occupations d'usines. La justice n'est qu'un des nombreux moyens de coercition que se donne l'Etat pour gérer notre vie sociale. Or, pour certains d'entre nous (dont l'auteur de ces lignes), nous avons tendance à l'oublier lors de nos interventions aux côtés de ces organisations.

Dans le même ordre d'idée, il est gênant de se retrouver dans une manifestation réclamant la taule pour un homme. Il n'existe pas, du moins il me semble, de bon ou de mauvais assassin. Nous sommes contre l'enfermement par principe, car viscéralement le respect de l'individu est fondamental. Nous avons toujours refusé de hurler avec les chiens, ce n'est sans doute pas le moment de commencer.

Pour conclure, le fait que ce soit des flics qui aient droit aux cris de haine des Beurs n'empêche nullement que ces derniers ne remettent pas en cause le rôle répressif de cette institution. Les flics deviendraient des petits saints s'ils n'étaient pas aussi racistes... Mais ils sont à l'image de la France, sans doute.

Le fait que des jeunes combattent une injustice est intéressant, mais il s'agit pour nous de replacer leur combat dans un processus révolutionnaire. L'impression qui domine est une réduction des sources du conflit à ces effets, les causes étant absentes. Le terme est sans doute inadéquat, mais ces luttes sont de caractère réformiste et rien d'autre. Il s'agit alors pour nous de définir une stratégie d'action vers ces jeunes.

Imbra Celsart

Précisions

A la lecture de l'article, « Le soutien est indispensable », paru dans le n°660 du *Monde libertaire* (23 avril 1987), on peut croire qu'il n'y a jamais eu, jusqu'à présent d'expulsions d'Italiens. Il y eut en fait celles de E. Fedele et G. Di Guiseppe auparavant, mais c'est bien la première fois que l'article 26 de l'ordonnance de 1945 a été appliqué.

Le Comité de rédaction

PROCÈS BARBIE

Pour en finir avec Ponce-Pilate

Il aura fallu attendre quatre ans pour que le criminel de guerre nazi Klaus Barbie, extradé de Bolivie en 1983 et depuis emprisonné à la sinistre prison lyonnaise de Montluc, passe enfin devant ses juges. Quatre ans de discussions, de polémiques, de haines, de mauvais souvenirs pour qu'enfin s'ouvre ce que la presse nous présente comme le procès du siècle.

Au centre de ce procès, Barbie, bien sûr, le « boucher de Lyon », l'ancien capitaine des SS, responsable de la déportation et de la mort de populations civiles (crimes contre l'humanité pour lesquels il sera jugé) et de résistants (crimes de guerre aujourd'hui prescrits et pour lesquels Barbie ne sera pas jugé). Barbie est aujourd'hui un vieillard presque pitoyable et en tout cas au bord de la mort. Et au-delà de sa propre personne, c'est peut-être les idéologies totalitaires, la guerre et les instruments d'oppression qu'il conviendrait de mettre au banc des accusés.

Le cas Vergès...

Mais celui qui va aussi occuper la « scène », occultant presque son client, c'est sans doute le défenseur de Barbie, l'avocat Jacques Vergès. Une certaine presse veut absolument nous présenter Jacques Vergès comme un personnage bizarre, un néo-nazi déguisé, un « hooligan » ou un imposteur. Il serait stérile de vouloir entrer dans ces considérations que je définirai de revanchardes. Il me semble bien plus important de poser les vrais problèmes et de voir quels peuvent être les enjeux de ce procès.

En apprenant la décision de Vergès d'assurer la défense de Barbie, Jean Genet — à qui il serait absurde de coller une étiquette de néo-nazi — a eu cette réaction : « Vergès, j'apprends que vous assumez la défense de Barbie. Plus que jamais vous êtes mon ami ». Et dans son livre *Pour en finir avec Ponce-Pilate* (paru en 1983 aux éditions du Pré-aux-Clercs), Jacques Vergès raconte : « Jamais je n'ai été moins

seul que depuis que j'ai accepté de défendre Barbie. Tous les jours, je reçois des lettres et des appels de confrères des pays arabes ou d'Afrique noire qui m'approuvent et me disent que, si je le veux, ils sont prêts à venir s'asseoir à mes côtés sur le banc de la défense parce que, me disent-ils, ils en ont assez de ces procès alibis, assez d'entendre dire que les crimes contre l'humanité, seul Hitler les a commis, assez de voir oubliés le massacre de Mi Lai au Viêt-nam, Der Yacine, Kafir Kasseau ou Sabra et Chatila, ces Oradour des pauciers ».

Les héritiers de Barbie

Car, enfin, qui peut oublier que le 8 mai 1945, jour de la prétendue victoire sur le nazisme, l'armée colonialiste française massacrait des populations civiles à Sétif en Algérie. Et quand se décidera-t-on à juger Maurice Papon, ancien ministre de Giscard d'Estaing, inculpé en janvier 1983 par le doyen des juges d'instruction de Bordeaux de « crimes contre l'humanité » pour avoir organisé des rafles dans les milieux juifs pendant l'Occupation. Quand se décidera-t-on à juger les Massu, Bigeard ou autres Le Pen pour leurs actions criminelles pendant la guerre d'Algérie ? Comme l'écrit Vergès : « Que dirait le gouvernement socialiste (1) si demain un Klarsfeld algérien lui demandait de poursuivre, en même temps que Barbie, la moitié de l'état-major français pour crime contre l'humanité ».

En même temps qu'il faisait sauter un bateau pacifiste, le gouvernement socialiste de 1981 pardonnait aux anciens tueurs de l'O.A.S. Quant à Bigeard, aujourd'hui député de l'U.D.F., il a été en son temps secrétaire de la Défense de Giscard d'Estaing. Quels symboles ! Sans parler de Le Pen que des juges n'arrêtent pas de blanchir. Ce dirigeant fasciste, innocent de tout, qui ne trouve plus de mots pour encenser les régimes sanguinaires d'Afrique du Sud ou du Chili, ou la politique de ce Bokassa qu'il aurait bien voulu comme cousin.

Quelle mascarade que ce procès Barbie. Un procès alibi pour notre belle démocratie. Démocratie aux mains sales et

justice de Ponce-Pilate. Sur les accusations qu'on lui porte, Vergès répond : « J'entends murmurer parfois que je veux banaliser le nazisme, mais ce sont les nazis d'aujourd'hui qui banalisent le nazisme d'avant-hier. Ce n'est pas moi. Et quand je dis les nazis d'aujourd'hui, je ne parle pas des triblions porteurs de blousons de cuir, de boîtes, de brassards et de fouets. Ça c'est le folklore et la débilité. L'Histoire ne se répète jamais avec les mêmes habits. Quand je parle des nazis d'aujourd'hui, je parle d'hommes politiques porteurs de chapeaux mous, qui ont eu la responsabilité de la guerre d'Indochine et de la guerre d'Algérie, fêrus de Montaigne comme les tortionnaires d'avant-hier l'étaient de Bach et de Goethe ».

Quel procès ?

La défense de Barbie telle que la conçoit Jacques Vergès est donc gênante pour les juges et les politiciens, car Vergès veut qu'aucun crime ne soit oublié et son souhait est « d'ouvrir le procès Barbie sur l'avenir et de préparer les procès des crimes contre l'humanité commis par l'Etat français ».

Alors le rôle du mouvement anarchiste dans cette actualité est de faire en sorte que la dénonciation de la barbarie ne se cristallise pas sur la seule personne de Barbie mais qu'au contraire les débats qui vont encore agiter l'opinion publique ces prochains jours soient l'occasion pour nous de rappeler que tous les régimes et toutes les théories basées sur l'autorité (dont celles inspirées du marxisme, du fascisme, du cléricalisme, du libéralisme bourgeois ou de tout autre) portent en elles les germes de la guerre, de l'oppression et du crime. Rappelez au monde que la barbarie nazie n'est pas morte le 8 mai 1945 et qu'Hitler a encore de dignes successeurs.

DIOGÈNE

(1) Texte écrit en 1983.

CHRONIQUE DE LA TERREUR NUCLÉAIRE

Quelques données de base

AVEC les récentes propositions de Gorbatchev en matière de désarmement et d'équilibre nucléaire, le débat sur les Euromissiles et les négociations Est-Ouest est à nouveau d'actualité. En plusieurs articles, nous tenterons d'analyser les divers problèmes soulevés et les évolutions en matière de guerre nucléaire. Mais, en premier lieu, cette semaine, abordons quelques notions générales. En effet, lorsque les médias et les spécialistes abordent ces sujets, ils utilisent souvent sans l'expliquer un vocabulaire très ésotérique. Que signifient exactement forces sub-stratégiques, forces tactiques, missiles de croisière, lanceurs, etc.

A tout saigneur tout honneur

Et d'abord qu'est-ce qu'un missile ? **Définition :** « projectiles dotés d'un système de propulsion autonome, asservis à un système de guidage sur tout ou partie de leur trajectoire ». Selon le milieu dans lequel ils évoluent, leurs lieux de lancement et leurs cibles, on distingue les missiles sol-sol, sol-air, air-sol, air-air, mer-mer. Un missile peut être tiré d'une rampe de lancement terrestre (silos, camions), d'un bombardier en vol ou d'un sous-marin en plongée. Le lanceur est soit fixe (silos), soit mobile. Il existe même des missiles anti-chars à courte portée qui sont des armes individuelles permettant le tir à l'épaule.

Précision : celle-ci n'a pas cessé de s'améliorer et s'évalue en erreur

ARMES NUCLÉAIRES DE THÉÂTRE, AVIONS EXCLUS

	OTAN			Pacte de Varsovie (face à l'Europe occidentale)		
	Type	Lanceurs	Têtes	Type	Lanceurs	Têtes
IRBM (2 400 à 5 500 km)	GLCM	176	176	SS20	270	810
	Pershing II	108	108	SS 4	112	112
	TOTAL	284	284		382	922
MRBM (150 à 2 400 km)	Pershing IA	72	72	SS12	30	30
				SS22	90	90
				Scud B	480	450
				SS23	20	20
TOTAL	72	72		620	620	
Champ de bataille (0 à 150 km)	Lance	88	88	Frog 7	400	400
	Honest John	24	24	SS21	220	220
	Obusiers 155 Canons 203	1 100	1 100 (min)	Canons 152 mm Canons 203 mm Mortier 240 mm	1 150	1 150
TOTAL	1 212	1 212		1 770	1 770	
TOTAL GÉNÉRAL	1 568	1 568		2 772	3 312	

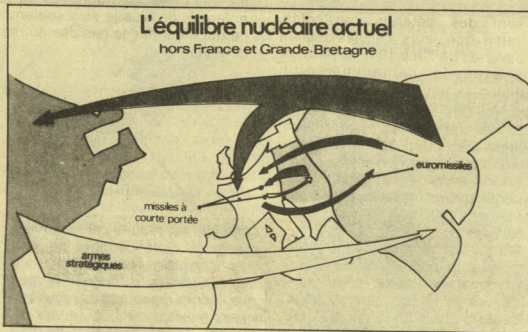
circulaire probable ou E.C.P. (cette donnée mesure le cercle dans lequel une ogive a une chance sur deux de tomber). En 1962, le Titan avait une E.C.P. de 1 000 m ; en 1973, les S.S. 11 de 600 m ; et, en 1985, le M.X. de 100 à 200 m. L'Avis de la commission des finances sur la dernière loi de programmation militaire (1) note que les missiles russes (guère précis jusqu'aux années 80) S.S. 20 mobiles, d'une portée de 5 000 Km, possèdent maintenant une précision de 400 m.

Cette précision générale accrue a quelque peu modifié les doctrines militaires concernant l'utilisation de l'arme nucléaire (voir armes dites « de théâtre », les notions de dissuasion et de « riposte graduée »).

Têtes et ogives : les missiles peuvent transporter une charge nucléaire, chimique (2) ou classique (et s'apparentent alors aux armes conventionnelles : blindés, pièces d'artillerie, avions, etc.). Ils sont munis d'une tête unique ou de têtes multiples (appelées aussi ogives), pouvant atteindre différents objectifs éloignés de plusieurs centaines de kilomètres (M.I.R.V.).

entre 170 et 350 kilotonnes pour les M.I.R.V. américains, de 500 à 750 kilotonnes pour les M.I.R.V. soviétiques. »

Pour bien savourer le tout, il suffit de savoir que les bombes d'Hiroshima et de Nagasaki avaient une puissance (dérisoire !) de 20 kt (340 000 morts au total jusqu'en 1950, en tenant compte de la concentration de population).



Par exemple, le Minuteman III porte trois têtes nucléaires de 170 à 200 kg et le Poséidon compte jusqu'à 14 têtes. Ces engins à têtes multiples peuvent être sans guidage indépendant (M.R.V.) ou capables de changer de trajectoire pour éviter une interception (M.A.R.V.).

25 fois Hiroshima !

Puissance explosive : celle-ci s'exprime en mégatonne (Mt, soit

Portée des missiles : c'est cette caractéristique qui définit les termes d'armes stratégiques, tactiques, dites « de théâtre », etc. En simplifiant, car les catégories ne sont pas stables et les armements évoluent, disons qu'on peut classer ainsi les missiles :

1. armes nucléaires limitées au champ de bataille, portée de 0 à 150 km. L'utilisation de ces engins, non plus contre les cités mais contre les forces militaires (voir doctrines afférentes) et la précision générale accrue des missiles font dire à de nombreux spécialistes que cette nouvelle stratégie « suppose implicitement qu'il peut y avoir un vainqueur dans une guerre nucléaire, avec un effet limité de destruction des richesses » (4).

2. armes de moyenne portée (M.R.B.M.), de 150 à 2 400 km. De plus en plus, on distingue à part les armes de courte portée apparues au début des années 80 (entre 150 et 1 000 km, S.S. 22 et S.S. 23 russes par exemple).

3. armes de portée intermédiaire (I.R.B.M.), de 2 400 Km à 5 500 km. On parle aussi des forces nucléaires intermédiaires (F.N.I.).

Ces armes sont dites « de théâtre », sub-stratégiques ou encore tactiques. Les armes de moyenne portée et de portée intermédiaire (cas des Euromissiles) sont l'enjeu des propositions visant à leur démantèlement, appelé « option zéro ».

4. armes stratégiques (missiles intercontinentaux, balistiques, I.C.B.M.), portée de 6 000 à 15 000 km. Ce sont avec ces missiles (Titan II et Minuteman II et III pour les Américains ; S.S. 11, 13, 17, 18, 19 et 25 pour les Russes), que les deux grands se menacent par-dessus la tête des Européens (voir illustration ci-contre). Ils ont été l'objet des accords S.A.L.T. II (qui n'ont jamais été présentés à la ratification du Congrès américain), limitant leur nombre et ayant conduit à l'installation d'armes nucléaires américaines, dites « de théâtre », en Europe (débat S.S. 20 et Pershing II, voir prochain article).

Les missiles lancés par sous-marins (U.L.M.S.), portée 3 000 à 9 500 Km) ou par bombardiers lourds (portée 1 600 à 11 200 Km) peuvent appartenir à l'une ou l'autre des catégories. Il est à noter également qu'il existe des missiles à portée variable (V.R.B.M.).

Et l'espace ?

Missiles de croisière (Cruise) : héritier des V1 de la Seconde Guerre mondiale, il s'agit d'une

sorte d'avion sans pilote qui peut voler à moins de 100 m du sol. Grâce à un dispositif appelé Trecom, il suit automatiquement les contours du terrain (portée 2 500 km, vitesse 700 à 900 km/h, charge nucléaire de 200 kt, précision au but : environ 30 m). Détectable pratiquement au dernier moment (changement de cible possible, altitude très basse), il devient vulnérable en phase finale. En revanche, l'avantage du nombre d'engins lancés provoque une saturation des moyens de défense.

Systèmes anti-missiles : les missiles existant et se perfectionnant sans cesse, les militaires ont rapidement envisagé des systèmes anti-missiles basés sur l'intervention lors des différentes phases de la trajectoire : 1. lors de la propulsion, alors qu'ils n'ont pas libéré leurs têtes. 2. lors de la phase balistique. 3. lorsque les têtes rentrent dans l'atmosphère. Le délai d'intervention total étant de 30 minutes, on a assisté au développement parallèle des satellites d'alerte avancée détectant les départs de missiles et par contre-coup des systèmes anti-satellites (neutralisation par brouillage ou aveuglement). C'est la parfaite illustration de la folle course aux armements : une arme donnant naissance à un système de contre-défense ou offensif qui provoque à son tour la création d'un contre-système, etc.

Les systèmes anti-missiles existant actuellement sont appelés armes A.B.M. (Anti-Ballistic Missile) et constitués essentiellement de fusées explosant à distance du missile à abattre en provoquant un flux

de rayons X qui détruit celui-ci (intervention à différents niveaux d'altitude, entre 1 500 m et 300 Km). Les Soviétiques semblent en ce domaine être plus avancés, puisque la région de Moscou serait défendue par un système A.B.M. (aux Etats-Unis, deux sites sur les douze prévus avaient été installés, puis démontés en 1976).

La constitution d'un système anti-missiles offrant une protection optimum (au mieux à 75-80%) et pouvant intervenir au cours des trois phases successives, est à l'origine de l'initiative de défense (I.D.S.) lancée en 1983 par Reagan (voir prochain article). Ce système comprendrait différents satellites tueurs, munis d'armes nouvelles (à énergie dirigée : divers lasers, canons électro-magnétiques, etc.).

La stratégie anti-forces est donc née. C'est « la doctrine d'emploi de l'arme nucléaire visant à détruire le potentiel militaire de l'ennemi, afin de le mettre hors de combat » (6). « Les armes nucléaires sont employées comme des armes conventionnelles dans le but, non de dissuader l'adversaire, mais de le battre et de gagner la guerre » (7). La guerre nucléaire, plus ou moins limitée, plus ou moins destructive, est donc possible et son théâtre sera l'Europe.

En 1979, Henry Kissinger avait averti les Européens « de ne pas continuer à demander aux Etats-Unis de multiplier des assurances stratégiques que ceux-ci ne pourraient leur donner. Ou qu'ils ne voudraient de toute manière pas mettre à exécution en risquant ainsi la destruction de la civilisation » (ou de ce qui en resterait !) (8).

Le développement des systèmes anti-missiles et de l'I.D.S. semble ancrer cette situation : protection plus ou moins assurée des deux grands, mais possibilité de conflit nucléaire limité. Là est le danger, mais nous y reviendrons dans le



prochain article en analysant, entre autres, les récentes propositions de Gorbatchev et les réactions européennes.

Georges HOST

(1) Yves Guéna, Avis au nom de la commission des finances, équipement militaire pour les années 1987-1991, Assemblée nationale n°532.

(2) Charge chimique comportant un produit toxique agissant par la voie respiratoire ou par simple contact avec la peau. On distingue les agents incapacitants (incapacité à réagir), les agents irritants (gaz lacrymogènes), les herbicides défoliants (entre autres l'agent orange) utilisé au Vietnam par les Américains, les armes chimiques binaires (deux réactifs sans danger qui, en se mélangeant, provoquent un produit toxique).

(3) Le Point, n° spécial défense « La guerre en face », avril 1985.

(4) Jacques Fontanel, L'économie des armes, éditions La Découverte, en vente à la librairie du Monde libertaire, 31 F.

(5) Paul Marie de la Gorce, cité par Yves Guéna, op. cit.

(6) Armées d'aujourd'hui, avril 1986, « De l'A.B.M. à l'I.D.S. ».

(7) Paul Marie de la Gorce, op. cit.

(8) Le Point, op. cit.

La guerre nucléaire devient possible

Evolution des doctrines et des stratégies : au début, il y avait la Bombe... et le traumatisme d'Hiroshima. En ce temps-là, régnait l'équilibre de la terreur, la dissuasion et la stratégie anti-cités. Il s'agissait de dissuader « un adversaire éventuel de toute agression en l'assurant à l'avance de destructions inacceptables et par là (le conduire) à la non-guerre » (5). On prenait donc en otage la population des

INSOUMIS TOTAL

Eric Hébert

Première semaine de vie carcérale

Nous avons reçu de notre compagnon Eric Hébert, incarcéré à la prison de Loos pour insoumission, une longue lettre décrivant ses conditions d'enfermement. Outre l'intérêt d'avoir des informations de sa part, il est important de connaître l'enfermement vécu de l'intérieur. C'est pourquoi nous vous présentons cet article.

Le comité de rédaction

ARRÊTÉ le 9 avril à Rouen, après la sortie du travail, pour le délit d'insoumission à l'armée, j'ai été incorporé de force au 43^e R.A. de Lille où j'ai refusé de porter l'uniforme.

Inculpé « d'insoumission en temps de paix et de refus d'obéissance », je suis écroué à la maison d'arrêt de Loos depuis le 10 avril. Voilà donc une semaine que je croupis, c'est pourquoi il m'a sem-

et a décidé de me placer en détention provisoire. Peu après, les gendarmes me remettent les menottes et me descendent aux geôles du palais de justice. Là, j'attends avec une vingtaine de prévenus le transfert à la maison d'arrêt de Loos située à cinq kilomètres de Lille.

Avant de nous placer dans le fourgon cellulaire, une fouille est effectuée, et c'est ainsi que mon stylo à bille (à mon grand désespoir) est confisqué. En sortant du palais de justice, des cris et des pleurs de parents, de prévenus se mêlent au bruit du moteur, certains se cognent aux parois du camion en sanglotant des bribes de phrases où dominent des mots comme amour, espoir... Quinze minutes plus tard, nous sommes à la maison d'arrêt, à trois dans de petites pièces.

Je remplis une fiche d'identité intérieure, mon portefeuille, ma ceinture sont confisqués, l'argent est mis en cantine, et ma fiche anthropométrique se complète de l'empreinte de l'index gauche.

Avant notre entrée en cellule, la fouille corporelle est faite, des couvertures et de la nourriture nous sont données. C'est ainsi que je me trouve en compagnie de deux codétenus inculpés de trafic de drogue dans une pièce de trois mètres sur cinq. Ce premier week-end restera à jamais gravé dans ma mémoire, j'étais démuné de tout (pas de stylo, de livres...), le doute m'envahit mais mes idées sont plus fortes, je garde confiance en moi et envers les autres. Ils ne peuvent pas enchaîner l'esprit, la conscience.

Quant à mes codétenus, qui sont primaires (aucune condamnation), leur moral est d'autant plus bas que l'actualité est à la répression très sévère des délits concernant la drogue. Pendant ces deux jours, ils n'ont cessé de dormir, de ruminer ce qui les attend. Il est probable que des additifs dans la nourriture peuvent aussi expliquer cet état semi-comateux.

nier étage, dans la cellule 459, mon compagnon Joël est inculpé de « désertion, vols, et de rébellion ». C'est sa deuxième désertion, connaissant certains trucs, il va m'aider à « améliorer » la vie carcérale. Notre cellule se trouve en face de celle des balayeurs, ce sont des détenus privilégiés, parce que leurs cellules restent ouvertes de 7 h à 19 h, ils peuvent — avec la complicité d'un maton — nous apporter ce dont nous manquons (sucre, café, mais surtout stylo, papiers et tout le reste). Ma première lettre sera d'ailleurs pour l'avocat.

Peut-on parler de solidarité ? Je pense que oui, même si cette aide

radio... ce qui égaye un peu nos journées et nos soirées. On pourrait penser à la lecture de cet article que la prison est facile à supporter. Hélas ! il n'en est rien. L'enfermement reste insupportable. Je suis un détenu privilégié car je sais pourquoi je suis enfermé, de plus je suis soutenu, ce qui n'est pas le cas des autres détenus.

facilite pas les choses. D'une capacité de 600 places, la maison d'arrêt contient 1 200 personnes (le double !). L'ennui et la solitude sont aussi facteurs de désespérance pour la plupart des prisonniers.

La prison à l'image de la société

La vie carcérale est à l'image de l'actuelle société, une société qui n'accepte pas la liberté et la responsabilité de l'individu. Elle ne connaît que la répression et l'autorité pour — pense-t-elle — régler les problèmes sociaux. C'est cette société de pourriture qui engendre ces phénomènes qui constituent la délinquance. L'argent est un des piliers de celle-ci, c'est pourquoi les gens qui en ont peu volent et tuent pour s'approprier des biens matériels. D'autres, ne voulant pas travailler (être exploités), tombent facilement dans la « marginalité » (trafic de drogue, etc).

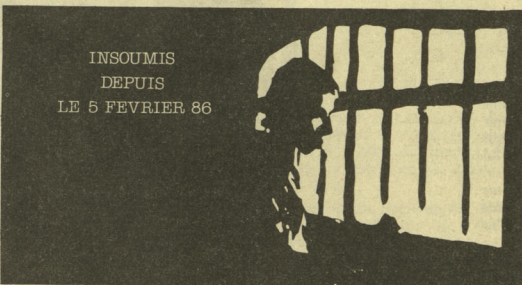
C'est sûr, la plupart des taulards n'ont pas conscience des causes de leur enfermement, ils s'apitoient assez facilement sur leur sort. Malgré tout, il est nécessaire de combattre l'enfermement car c'est vraiment une chose horrible d'enfermer un individu, mais aussi de combattre l'actuel système qui est — je le répète — basé sur le même principe. Après, nous construirons un système sans prison et surtout à l'image de l'individu et pour la liberté de l'individu. La haine que ressent chaque prisonnier, à sa sortie de prison, doit être dirigée non pas sur les individus responsables de leur incarcération (juges, policiers, etc.), mais contre le système.

ERIC HÉBERT
(le 21.04.1987)

(1) Voici mon adresse : Eric Hébert, n°27372 D, cellule 459 A, maison d'arrêt, 2, avenue du Train-de-Loos, 59374 Loos. Comité de soutien : B.P. 58, 76160 Darnetal.

La prison... lieu de désespérance

La discipline des matons existe, nous leur devons obéissance, nous devons nous soumettre sinon ils nous punissent par 10 ou



est plus ou moins intéressée — le balayeur nous fait savoir qu'il appréciait les bières —, cela nous a été d'un réconfort durant les trois premiers jours de la semaine. Bien sûr, il existe des bons de cantine — bons qui permettent d'acheter des choses supplémentaires —, mais les commandés ne sont exécutés qu'une semaine après. Voyons maintenant, comment se passe une journée de prison.

Le réveil à lieu à 7 h, le maton (le gardien) ouvre et referme la porte souvent en la claquant ; une demi-heure après, le petit-déjeuner arrive composé de café et de lait en poudre. A 8 h 30, c'est la promenade du matin, moment privilégié de la vie cellulaire. Les prisonniers échangent des produits, c'est ainsi que nous avons pu avoir quelques livres et de la Ricoré.

Joël, étant récidiviste, connaît d'anciens camarades et bien sûr des complices, ce qui facilite bien les choses. Un copain lui a donné un « toto », objet qui permet de chauffer de l'eau (bien utile pour le café). Ma première promenade m'a littéralement étourdi, marcher en rond avec une centaine de personnes est éprouvant. Maintenant, j'en profite pour discuter avec mes anciens codétenus (prévenus pour trafic de drogue) et pour lire la *Voix du Nord* (le quotidien local). La promenade dure ainsi une heure et demie. Vers 11 h 30, la nourriture arrive, elle est bonne certains jours, parfois — pour ne pas dire souvent — il faut vraiment avoir faim pour manger !

Après quelques parties d'échec — nous avons fabriqué un jeu avec du papier — et un peu de lecture, c'est l'heure de la promenade de l'après-midi (13 h 30). A 17 h 30, le maton apporte le courrier, actuellement je reçois cinq à six lettres par jour, cela me permet de conserver un bon moral et de rester à l'écoute de l'extérieur. Il est donc important de m'écrire (1). Je réponds à ce courrier après la bouffe du soir (18 h 30), ce qui me prend au moins une heure et demie.

Le soir, je continue à lire, j'en suis à mon cinquième livre. Depuis samedi, nous écoutons la

30 jours de mitard. A ce sujet, Denis Langlois a écrit un livre remarquable qui s'appelle *Le cachot*. De plus, ce n'est que ma première semaine d'incarcération, il est probable que d'ici quelque temps, j'aurai des problèmes avec mon compagnon (je ne le souhaite pas) car vivre en prison avec un autre n'est pas chose facile. Nous sommes pratiquement 24 h sur 24 h ensemble, et bien des risques de conflits existent. Nous n'avons pas les mêmes goûts en musique, lui aime la funky music, moi je préfère le rock et la bonne chanson. Je suis anarchiste, lui possédait une carte du Front national ! Les autres détenus connaissent ces mêmes problèmes, et la surpopulation carcérale ne



ERIC HÉBERT, INSOUMIS TOTAL PRISONNIER D'OPINION ET OTAGE DE L'ARMÉE FRANÇAISE DEPUIS 29 JOURS

Soutien mode d'emploi

Lui écrire (et lui envoyer de la lecture) : Eric Hébert, n° d'écrou 27372, maison d'arrêt de Loos, 2, avenue du Train-de-Loos, 59374 Loos-lès-Lille.

- Envoyer des messages demandant sa libération immédiate :
- au Tribunal de grande instance de Lille, M. le juge Faure, avenue du Peuple-Belge, 59000 Lille ;
- au ministère de la Justice, place Vendôme, 75001 Paris (tél. : [16.1] 42.61.80.22) ;
- au ministère de la Défense, 14, rue Saint-Dominique, 75007 Paris (tél. : [16.1] 45.55.95.20).

Affiches et pétitions disponibles à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris (tél. : [16.1] 48.05.34.08).

blé utile de faire connaître aux lecteurs du *Monde libertaire* cette première semaine de vie carcérale, afin de montrer que « priver un homme de sa liberté est le plus grand crime que l'on puisse commettre après celui de lui ôter la vie ».

Je n'ai pas l'expérience ni le style de notre ami Serge Livrozet ou de Roger Knobelspiess — condamné à 7 ans de prison par les assises de Rouen —, il n'en reste pas moins qu'il me faut, en tant que militant révolutionnaire, dénoncer ce qu'est la prison, ce qu'elle engendre, afin de mieux la combattre.

Derrière les murs...

Vendredi 10 avril, il est 18 h 30, le juge d'instruction Faure du tribunal de Lille vient de m'inculper,

Bâtiment A... cellule 459

Dès lundi je suis transféré au bâtiment A, au quatrième et der-

Le 12 mai, à 14 h, procès de Dominique Delpoux objeteur insoumis à Toulouse

Le 12 mai, D. Delpoux passera devant la cour d'appel de Toulouse pour y répondre du délit d'insoumission au service national. Dominique a été jugé par défaut par le tribunal d'Albi, qui s'est déclaré incompétent, d'où son procès à Toulouse.

Deux choses sont à noter : 1. Dominique n'a jamais reçu de convocation pour son premier procès. 2. Le procureur d'Albi, en faisant appel, a requis contre Dominique 5 mois avec sursis, la suppression du statut et 5 ans de suppression des droits civiques.

Dominique a besoin de votre soutien : coups de téléphone et lettres de protestation sont à envoyer à M. le président de la Cour d'appel de Toulouse, 3^e chambre du tribunal de Toulouse, place du Salin, 31000 Toulouse. Des pétitions et des bons de soutien sont à commander au C.O.T., c/o A.P.E.L., 26, rue Camboulives, 82000 Albi (à l'ordre de l'A.P.E.L.).

Gr. Albert-Camus de Toulouse

MADAGASCAR

L'horreur et le profit

PAR leur position politique, religieuse ou autre, certaines associations « tiers-mondistes » ne choisissent que peu souvent de dénoncer publiquement les crimes commis par les autorités étatiques sur le peuple. Pourtant, lorsque la coupe déborde, lorsqu'un pays cache soigneusement l'infanticide dont il est responsable, alors une organisation humanitaire peut prendre la décision de parler, de dévoiler l'atroce vérité.

C'est ainsi que, de retour de Madagascar, Martine Brousse, représentante d'Enfance et Partage (1), accompagnée d'une journaliste de France-Inter, prit en accord avec les membres responsables de cette association et ceux de la radio la décision de raconter ce qu'elles avaient vu aux abords de Tananarive. Enfin, conviés à l'assemblée générale de l'organisation humanitaire, nous fut distribué un tract décrivant les scènes abominables et la terrible précarité de vie des Malgaches que les deux femmes rencontrèrent (à leurs risques et périls d'ailleurs, le matériel photo et d'enregistrement y étant interdit : et pour cause !).

Une économie au bord de la faillite

Il faut savoir que, lorsqu'en 1975 le président Didier Ratsiraka et son gouvernement donnèrent à l'économie du pays une orientation marxiste (nationalisations tous azimuts), la France décida de diminuer l'aide qu'elle lui apportait. Néanmoins, celle-ci reste encore son premier « pourvoyeur de fonds ». La réforme agraire, plutôt hâtive, provoqua une baisse des rendements telle que la pénurie s'est installée pour les produits de première nécessité.

Une économie au bord de la faillite (un taux d'inflation de plus de 30% en 1981), une production agricole insuffisante forçant à augmenter les importations, une industrie et des ressources minières pratiquement nulles, tout cela entraîna l'Etat à adopter une politique d'austérité, en particulier dans le but d'obtenir un prêt du F.M.I.

NOUVELLES DU FRONT

• Militaires russes... fainéants ! C'est Gorbatchev qui l'affirme : « Les insuffisances au travail de certains responsables dénoncés lors du plénum de janvier sont aussi présentes dans les forces armées. » Au travail, vite !

• Souvenir, souvenir. Phrase historique de Charles Hernu : « Quand j'étais ministre, je gérais, aujourd'hui je réfléchis. » Un ministre parle sans réfléchir, un miroir réfléchit sans parler, c'est beaucoup mieux !

• Ouf ! Le temps d'alerte des moyens nucléaires installés en Europe passe de 30 minutes à... 9 heures. Pense-t-on que les missiles russes feront du surplace ? Non, mais l'O.T.A.N. ne croit plus que les forces du Pacte de Varsovie soient en mesure de lancer une attaque sans laisser filtrer des indices. De plus, 30 minutes ce n'était pas suffisant pour décider d'une riposte... alors, autant prendre son temps.

• Jouets. La mode est aux « transformeurs » (robots se transformant en engins guerriers) Selon les fabricants, des possibilités sont offertes aux enfants de « créer des conflits » pour enrichir « leurs possibilités créatives ». La création, c'est la destruction ? Orwel, reviens vite, ils se prennent tous pour Big Brother !

• Pasqua a inauguré récemment un musée des horreurs... Ames sensibles ne craignez rien, il ne s'agit pas de photos de guerre, de massacres, de corps mutilés, de villes rasées. Non, rien de tout cela, mais de pornographie... A quand l'interdiction de la guerre au moins de 18 ans, et aux autres ?

G.H.



C'est dans ce pays, étranglé par la misère, que les deux femmes découvrirent près de la capitale un véritable mouiroir d'enfants dans d'anciens abattoirs. Là sont entassés sur d'infestes grabats plus de 200 gosses de 6 à 15 ans, ramassés dans les rues de Tananarive avec des camions à ordures, suite à la décision des autorités prise en février 1986 « pour nettoyer le centre de cette ville ». Les adultes, eux, sont pris et jetés comme de véritables poubelles sur un terrain vague à la sortie de la capitale. Dans les abattoirs, 4 à 5 enfants meurent chaque jour et cela malgré la présence d'un « médecin » qui se contente de compter les morts.

Chassés de la campagne ou on ne trouve plus de quoi vivre (bétail et culture sur pied sont volés), des centaines de ruraux viennent dans les villes pour rapidement devenir mendiants ou prostitués. Scènes classiques, nous diront

les blasés de tous poils et en particulier nos chers dirigeants, qui désigneront hilares les méfaits de l'autoritarisme de gauche faisant de doux clinis d'œil au grand frère soviétique. Ce serait trop simple de voir les choses ainsi.

Le profit au dépens de la vie

Nous pouvons constater néanmoins quelle est la « réussite » d'un pays dont l'Etat contrôle 75% de l'appareil productif (contre 13% en 1975), où l'on n'a pas le droit de réunion et où les syndicats ont trop peu de pouvoir. Encore une preuve, s'il en fallait, que l'Etat exerce sa répression quelle que soit l'idéologie qu'il prétend défendre. Dictature rouge ou cacophonie libérale, ce ne sont toujours pas ceux qui produisent qui jouissent de la produc-

tion car l'inégalité et l'injustice sont méthodiquement entretenues.

A Madagascar, comme ailleurs hélas !, la minorité des riches bourgeois se cache les yeux pour ne pas voir en face l'importance qu'elle a dans l'apparition de ces phénomènes de déchéance sociale. Il fallait que M. Brousse et D. Agniel le disent, et elles l'ont fait tous les jours pendant une semaine sur l'antenne d'une radio. D'autres ont été prévenus, dont Malhurret bien sûr, qui ne cautionne qu'officieusement l'action des deux femmes (diplomatie oblige : quand les bourgeois se seront servis, il restera peut-être quelques fonds au pouvoir malgache pour acheter des armes aux usines françaises). Le secrétaire d'Etat a même déclaré qu'il est prêt « à envoyer une aide d'urgence avec l'accord nécessaire des autorités malgaches ». Réaction tout à fait normale de complicité entre deux Etats (d'idéologies différentes, paraît-il), qui protègent le profit au dépens de la vie et de la liberté des populations.

Aide aux populations

Où qu'il soit le pouvoir est prêt à tout pour asseoir sa puissance, quitte à aménager des camps de concentration dans le plus pur style nazi. C'est pourquoi les anarchistes, solidaires des peuples qui subissent l'oppression des gouvernements dans le monde, et conscients qu'ils ne seront vraiment libres que par leur autodétermination, sont aussi présents dans les organisations non gouvernementales (O.N.G.) qui donnent une possibilité de développement aux hommes à qui elles apportent leur aide bénévole.

Nous lisons cette année dans le rapport moral d'Enfance et Partage : « (...) nous refusons aujourd'hui toute action qui se limiterait à l'assistance ». Le déversement des produits excédentaires des pays riches sur les pays du tiers monde cassant l'économie de ces pays et freinant leur développement. Notre volonté est de considérer les populations que nous aidons comme des partenaires et de les rendre ainsi acteurs et responsables de leur devenir. » Et, plus loin : « Enfin, dans le cadre de notre secteur "Droit de l'Enfant", nous informons, nous dénonçons, nous luttons pour que l'enfant, où qu'il soit et quel qu'il soit, bénéficie de soins, de protection et de respect ». C'est ainsi que les anarchistes l'entendent aussi. Pour un monde sans classe, ni Etat.

PASCAL (Gr. Louis-Lecoin)

(1) Enfance et Partage, 38 bis, rue Henri-Barbusse, 75005 Paris (tél : [16.1] 43.29.70.53).

AFFAIRE WALDHEIM

Reagan lave plus blanc

INDIGNATION et consternation en Autriche. Emotion dans l'opinion internationale. Satisfaction des organisations juives américaines. Kurt Waldheim a été jugé indésirable aux Etats-Unis ! Or, il ne semble pas qu'il y ait là plus de raisons de se réjouir que de s'indigner. L'indignant, mais pourtant indéniable, est que l'Autriche ait élu un président au passé plus que douteux. Les Autrichiens ont fait preuve d'amnésie tranquille, et d'une extrême susceptibilité dès qu'on rappelait, à travers l'histoire de leur président, le passé nazi d'une bonne partie d'entre eux. Qu'y faire, sinon en prendre acte et réaffirmer le refus de l'oubli ?

Les Etats-Unis, pour leur part, continuent leur campagne « Reagan lave plus blanc » : après avoir passé à la trappe Marcos et Duvalier, après s'être fendu de sévères remontrances sur les droits de l'homme au Chili, bref après avoir vertueusement déquillé les sanglants pantins qu'ils avaient eux-mêmes mis en place, ils font mine de découvrir avec effroi... les documents de leurs propres archives. Car les photos montrant Waldheim, en tenue d'officier nazi, écoutant les instructions du général Loehr à Sarajevo (en 1942, époque où il était sensé poursuivre ses études de droit), les preuves irréfutables « découvertes » après un an d'enquête (et qui avaient déjà été fournies par le Congrès juif mondial au moment de son élection) sont bel et bien issues des archives des Etats-Unis et de l'O.N.U.

« Cet acte courageux montre que les nazis ne sont pas les bienvenus aux Etats-Unis »,

proclame Edwin Meese, président du Congrès juif mondial. Youpi ! Rappelons toutefois que la liste de 40 000 indésirables à laquelle Waldheim Kurt, président autrichien et ancien président de l'O.N.U., vient de s'ajouter, comporte des terroristes internationaux, des criminels de guerre... et des communistes. Depuis quand les Etats-Unis

s'interdisent-ils de recevoir des dictateurs, de négocier avec l'U.R.S.S., de pratiquer au besoin le terrorisme international ? Décidément, le film « Reagan lave plus blanc » avec les Etats-Unis dans le rôle de redresseur de torts est un bien piteux spectacle.

Pascale CHOISY



CHILI

Le Plan Laboral et la résistance syndicale

JUSQUE-LÀ, la résistance syndicale à l'égard du pouvoir militaire n'a pas véritablement d'expression organique au niveau national. Cependant, en 1975, certains dirigeants de la gauche syndicale et de la démocratie-chrétienne ont créé une organisation semi-clandestine — la Coordination nationale syndicale (C.N.S.) —, avec le soutien du Centre d'études sur le travail (C.E.L.) — dépendant de la Fondation C.A.R.D.I.J.N. (créée grâce à des donations de fonds européens).

Le 1^{er} mai 1978, la C.N.S. est « légalisée ». Elle regroupe près de 400 syndicats de base (industries métallurgiques, textiles, technico-métallurgiques, bâtiment, exploitations minières, travailleurs agricoles). Politiquement, on y retrouve les syndicats de gauche (8 fédérations), les syndicats de la démocratie chrétienne et quelques syndicats indépendants. Trois dirigeants du « Groupe des Dix » participent à sa légalisation.

Le Front unitaire des travailleurs

Le Front unitaire des travailleurs (F.U.T.) avait été créé en 1971 par des syndicalistes du Parti démocrate-chrétien, avec le soutien d'une organisation de l'Eglise catholique. Cette tentative de réaliser un syndicalisme catholique sur le modèle européen échoua. Mais, à partir de 1975, un petit groupe de travailleurs des industries graphiques, de tendance anarcho-syndicaliste, s'intègre à l'organisation. Un peu plus tard, plusieurs syndicats regroupés dans un courant d'autonomie syndicale les rejoignent au F.U.T. avec Carlos Frez et d'autres dirigeants connus.

Pendant quelques mois, en 1975, deux tendances vont s'affronter : l'une liée à la démocratie-chrétienne et l'autre revendiquant l'autonomie syndicale. A l'issue du combat, le courant autonome s'impose et trois dirigeants syndicaux du Parti démocrate-chrétien — membres de droit du F.U.T. — sont contraints de quitter l'organisation faute d'être valablement mandatés. Il s'agit de Manuel Bustos, Santiago Pereira et Ernesto Vogel.

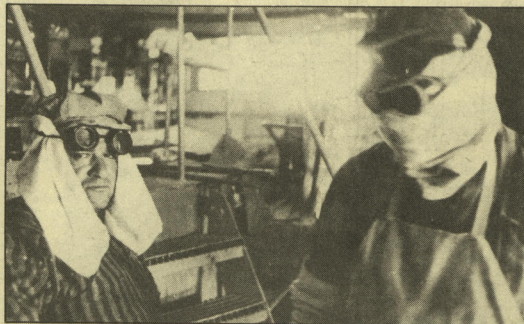
Le F.U.T. réalise un congrès en 1976 au cours duquel une nouvelle direction est élue, dont le président est Carlos Frez. Cette organisation va développer un long travail sur l'autonomie des syndicats face aux partis politiques et à l'Etat. En 1978, le F.U.T. participe activement aux débats sur les problèmes nationaux et constitue avec la C.N.S. et le « Groupe des Dix » une réelle résistance syndicale au régime.

Nouveau code du travail...

L'imposition d'un nouveau code du travail, institué dès 1978 par le ministre du Travail Pineira et intitulé Plan Laboral, va avoir de graves conséquences pour le mouvement syndical et l'ensemble des salariés. Il est évident que le Plan Laboral a pour but d'enlever les derniers acquis dont disposent encore les travailleurs chiliens. On a déjà constaté (voir précédents articles parus dans le *Monde libertaire*) qu'après chaque décret-loi des acquis disparaissaient.

Le Plan Laboral est uniquement un outil politique au service d'un projet économique. L'une de ses finalités principales est d'empêcher que les syndicats puissent continuer d'avoir un rôle politique et social

dans la société chilienne. On remarque que tous les discours qui accompagnent la mise en place du Plan Laboral dénoncent les interventions de l'Etat dans les relations entre patronat et travailleurs. Le projet économique néo-libéral de l'Ecole de Chicago a besoin de normes spécifiques au modèle et du soutien d'un régime autoritaire qui impose ces normes.



Dans l'un de ses discours, début 1978, le ministre du Travail Pineira présentait le Plan Laboral en ces termes :

« Le modèle socio-économique est fondé sur l'expérience et la science économique... La stratégie actuelle de développement économique et social ne profite qu'aux travailleurs et aux chômeurs. Le pouvoir de négociation des salariés réside dans leur propre capacité de production, capacité que les employeurs sont disposés à payer.

« L'intervention de l'Etat dans les relations entre salariés et patronat a créé un retard dans l'économie du pays, entraîné de faux chômeurs et abouti à un socialisme d'Etat, d'où a résulté une atteinte aux niveaux de vie et aux libertés. Et, dans ce contexte, les problèmes liés au travail ont pris une dimension nationale. Aujourd'hui, cela est terminé.

« Il faut en finir avec la politisation. Dans le monde moderne, la survie de l'entreprise et son développement dans un monde de perpétuelle concurrence sont des facteurs plus importants d'unité entre salariés et employeurs que les conflits nés des discussions sur la distribution des profits de l'entreprise. « Le Plan Laboral réduira le chômage parce qu'il est garant de la liberté du travail. Le Plan Laboral en finira avec le féodalisme économique résultant du monopole syndical. Les grèves de solidarité sont déclarées illégales ! Le Plan Laboral sera responsable de l'équilibre entre la liberté et les soi-disants "droits sociaux" ».

« Les socialismes ont donné aux syndicats un pouvoir politique pour faire pression sur l'Etat. La politique politicienne des gouvernements précédents les a amenés à abandonner les mécanismes de concurrence du marché pour favoriser les intérêts de ceux qui ont le plus grand pouvoir de pression ! Le monopole des syndicats n'est pas démocratique. »

Face au développement des syndicats d'opposition (1), le syndicalisme officiel décide de se regrouper dans une nouvelle organisation ; le 30 avril 1978 se constitue l'U.N.T.R.A.C.H. dont le président, M. Bernardino Castillo, est dirigeant de la Confédération des travailleurs du cuivre. Cette organisation déclare son soutien au régime militaire, mais se réserve le droit de critique.

Le 19 avril 1978, le gouvernement annonce le Plan Kelly (2) (Plan de

Fomento del Empleo y de la Action Social). Le Plan Kelly annonce la disparition du salaire minimal ainsi que des normes légales qui garantissent la stabilité de l'emploi. Il modifie ainsi les normes légales sur les retraites et les contrats de travail. Son objectif est la libéralisation totale du marché du travail.

Les réactions du mouvement syndical sont immédiates. Une

mobilisation nationale s'organise. Les syndicats de gauche comme de droite se mettent d'accord pour organiser un meeting le 1^{er} mai 1978. Différentes organisations syndicales font des déclarations publiques violentes contre le Plan Kelly, dont voici des extraits :

• Le Groupe des Dix : « Le Plan Kelly constitue une agression au patrimoine légal et social des salariés. L'acceptation du Plan Kelly signifie un recul vers une époque antérieure à la législation sociale ! »

• L'A.N.E.F. (3) : « Ce Plan Kelly fait disparaître les droits acquis pendant quarante années par les travailleurs et il prétend attaquer nos salaires et nos conditions de travail. »

Les critiques se multiplient et sont unanimes à condamner le Plan Kelly, y compris l'U.N.T.R.A.C.H. Pour fêter ce meeting unitaire du 1^{er} mai 1978, les différents syndicats invitent 38 organisations internationales de travailleurs dont trois centrales mondiales : C.I.O.S.L., C.M.T., F.S.M. (4), ainsi que des personnalités liées au domaine économique des ambassades étrangères à Santiago.

Meeting du 1^{er} mai et répression

Le gouvernement militaire interdit bien évidemment la tenue du meeting. Suite à cette interdiction, des syndicats et des fédérations font des déclarations publiques d'adhésion au meeting dans tout le pays. Les syndicats continuent d'appeler au rassemblement. Le 1^{er} mai 1978, des milliers de salariés et d'étudiants assistent au meeting. La répression est brutale : 600 arrestations et plusieurs blessés.

Un groupe important de syndicalistes se réfugie dans une église du centre de Santiago et l'occupent pour y réaliser le meeting. Les dirigeants du Groupe des Dix et de la C.N.S. font appel à l'unité des travailleurs pour affronter la junte militaire. Un document unitaire résultant des discussions collectives est publié.

Après cet affrontement entre les travailleurs et le régime militaire, le climat social se dégrade. La mobilisation continue à se développer. Les différentes centrales syndicales : C.N.S., Groupe des Dix, F.U.T., et même l'U.N.T.R.A.C.H., radicalisent leurs critiques et leur refus de la politique économique et de l'emploi du gouvernement.

Le 20 octobre 1978, la junte édicte un décret-loi qui met en situation d'illégalité sept fédérations syndicales (5) toutes adhérentes à la C.N.S. et décrète des sanctions contre les organisations qui n'ont pas d'existence légale. Enfin, ce décret annonce des « élections » syndicales dans les jours qui suivent (le 30 octobre 1978).

Immédiatement, la répression s'abat sur les organisations syndicales de gauche (C.N.S.). Des perquisitions se multiplient aux sièges des syndicats et des fédérations. Des confiscations sont opérées sur les biens et les comptes bancaires des dirigeants syndicaux. Un nombre important de responsables — dans tout le pays — sont arrêtés.

Une réaction de solidarité syndicale au niveau national se manifeste sans tarder pour soutenir les syndicalistes arrêtés et leurs organisations. Dans différentes villes des manifestations, des protestations, se déroulent contre la répression et contre les élections imposées du 30 octobre, ainsi que des grèves de la faim, etc.

Au niveau international, les centrales mondiales (C.I.O.S.L., C.M.T., F.S.M.), ainsi que des syndicats suédois, anglais et hollandais de dockers exigent du gouvernement militaire la suspension immédiate des mesures répressives. Au Chili, quarante-deux syndicats rejettent publiquement l'appel aux

élections. Mais la répression continue avec ses vagues d'arrestations dans les principales villes.

Dans un tel climat de terreur, les élections syndicales du secteur privé sont imposées à environ 450 000 travailleurs représentés par 2 400 syndicats sur tout le pays. Les résultats ne sont cependant pas tellement favorables au gouvernement, si l'on considère que seulement 870 des 9 000 dirigeants élus s'identifient spécifiquement à la politique gouvernementale. Soixante-dix pour cent des nouveaux responsables syndicaux sont néanmoins des jeunes n'ayant aucune expérience syndicale, ce qui revient à affaiblir le potentiel de lutte des travailleurs.

Relations internationales

(1) C.N.S., Groupe des Dix, F.U.T. (déjà cités dans le chapitre précédent).

(2) Le Plan Kelly représente une partie du Plan Laboral.

(3) Association nationale des employés fiscaux.

(4) C.I.O.S.L. (Confédération internationale ouvrière du syndicalisme libre), C.M.T. (Confédération mondiale des travailleurs), F.S.M. (Fédération syndicale mondiale).

(5) F.E.N.S.I.M.E.T. (Fédération syndicale métallurgique), F.I.E.M.E.C. (Fédération métallo-mécanique), Fédération des mines, F.E.N.A.T.E.X. (Fédération nationale des travailleurs du textile), Syndicat professionnel des ouvriers de la construction, Fédération paysanne « Ranquil », Fédération paysanne U.O.C. (Union ouvrière paysanne).

YUGOSLAVIE

Soutien aux six objecteurs slovènes

EN octobre 1986, six objecteurs de conscience slovènes, de Maribor, ont reçu des convocations à se rendre à leurs affectations pour effectuer leur service militaire. Or, chacun d'eux a déjà refusé le service militaire, une ou même deux fois selon les cas. Ils ont tous déjà été condamnés et ont même déjà fait chacun plusieurs années de prisons, ayant été enfermés entre autres au pénitencier de Goll Otok (1).

Fin novembre 1986, l'organe de décision de la Défense populaire à Maribor a alors annulé ces convocations sans aucune explication. L'opinion prévalut alors dans la société que le jugement de la raison l'avait emporté, au moins en Slovénie. Et l'on crut alors que c'en était fini une fois pour toutes de cette pratique de répétition des peines pour les objecteurs. Cependant, il n'en a pas été ainsi. Dans la deuxième moitié de février 1987, tous les six ont de nouveau reçu des convocations pour effectuer leur service militaire, les appelant à se rendre à leurs affectations en mars.

Ces nouvelles convocations poussent ces personnes à accomplir un nouveau *corpus delicti*, nouveau délit qui les conduirait à des condamnations encore plus sévères. Car, en effet, conformément à leur conscience, ils vont de nouveau refuser le service militaire.

Ce geste des autorités est doublement cynique : d'abord parce que ces convocations ont été envoyées alors qu'elles ont déjà été annulées, cela à l'époque où le débat sur l'objection de conscience était en cours au sein des organes compétents au niveau de la république et de la fédération. Deuxièmement, parce que ces convocations ont été envoyées immédiatement après la conclusion formelle d'un débat informel alors en cours sur l'objection de conscience (au sein de l'organe fédéral de l'Alliance socialiste du peuple travailleur).

En Slovénie, lors de ce débat, l'opinion qui avait prévalu, même dans les instances politiques, était que la répétition des peines pour les objecteurs était une chose insensée, inhumaine et sans pareil dans le monde civilisé. Cependant les instances slovènes n'ont rien fait pour empêcher de telles condamnations.

De nombreuses initiatives vont avoir lieu, en France comme à l'étranger, en solidarité avec ces six objecteurs de conscience. Le 15 mai, d'ores et déjà, un rassemblement est prévu à Paris. Nous vous en reparlerons plus en détail la semaine prochaine. Toutefois, vous pouvez manifester votre soutien et votre approbation à l'ambassade de la République socialiste fédérale de Yougoslavie, au 54, rue Faisanderie, 75016 Paris, et faire parvenir toutes vos lettres aux groupes de travail pour un mouvement pacifiste « Deloua Skupina za Mirovan Gibanja pri R.K.Z.S.M.S. », Dalmatioua 4, 61000 Ljubljana, Yougoslavie.

Relations internationales (Informations transmises par « Izток »)

(1) Anton Bergaver (né le 10 janvier 1962), condamné une fois, a déjà fait trois ans de prison ; Ivan Bergaver (né le 25 avril 1965), condamné une fois, a déjà fait dix mois de prison ; Janko Cehel (né le 25 juillet 1961), condamné deux fois, a déjà fait quatre ans de prison ; Peter Jezernik (né le 3 janvier 1962), condamné une fois, a déjà fait deux ans et six mois de prison ; Bojan Miglic (né le 28 juillet 1961), condamné deux fois, a déjà fait quatre ans de prison ; Rajko Valenta (né le 10 août 1961), condamné deux fois, a déjà fait quatre ans de prison.

DEUXIÈME week-end prolongé en deux semaines, voici le 8 mai date anniversaire symbolique de la fin de la Seconde Guerre mondiale. Un conflit qui pour l'Histoire dura six ans, mais qui pour beaucoup : Italiens, Allemands, Espagnols... commença bien avant 1939.

Bien peu de monde se souciait des camps de concentration quand E. Müsham mourut à Oranienburg... en 1934. Et dans la France de 1939, les suspects étaient tous ces réfugiés d'Europe centrale, tous ceux qui avaient pu fuir le nazisme ou le fascisme triomphants dans leurs pays d'origine. Les vaincus de la toute récente guerre civile espagnole étaient parqués dans des camps, avant d'être remis quelque temps plus tard aux forces d'occupation par l'Etat français.

À la veille de la déclaration de guerre, quelle pouvait être l'alternative qui s'offrait aux libertaires entre la lutte antifasciste et la guerre capitaliste désormais inéluctable ? Dans « La chevauchée anonyme », Louis-Mercier Vega qui fut volontaire en Espagne dans la Centurie Sébastien-Faure présente un tableau saisissant de cette situation que vivaient nombre d'antifascistes et de militants anarchistes.

Le comité de rédaction

Les organisations étaient bloquées, vidées de leur contenu par la mobilisation, paralysées par la surveillance policière. Les quelques locaux encore ouverts étaient connus et évités comme des pièges. Seuls quelques vieux, ceux qui avaient dépassés l'âge de la territoriale, venaient balayer les pièces désertes, ramasser les rares lettres et empiéter les publications qui continuaient d'arriver de l'étranger et que plus personne ne venait parcourir. (...)

Marseille septembre 1939

L'action collective, les mouvements, les groupes de quartier ou d'usine, les publications, tout cela était effacé. Les dimensions du combat s'étaient brusquement réduites. Tout militant misait sa liberté dans l'immédiat, plus d'un jouait sa peau à échéance. Une poignée de tenaces éditait encore à Paris, pour maintenir le défi et refuser le désespoir, un *Courrier des Camps* qui entretenait, chez les Espagnols et les débris cosmopolites des multiples déroutés, les apparences d'une solidarité. Il ne restait que des individus, acculés, traqués, réduits à leur maigre capital de relations, à leur poignée de monnaie dans la poche et à leur costume encore acceptable.

La France était une trappe dans une plus grande trappe européenne en train de se refermer. Et Marseille était un piège à rats.

(...) Parrain marchait vite, à la fois pour rester moins longtemps sous les regards des policiers en uniforme ou en civil qui lui semblait composer la majorité des passants, et pour se retrouver, même si c'était dans une nasse, entre copains. (...)

Mario était ancré dans un petit hôtel-restaurant du Vieux Port, tenu par une Piémontaise boulotte qui se disait antifasciste (...).

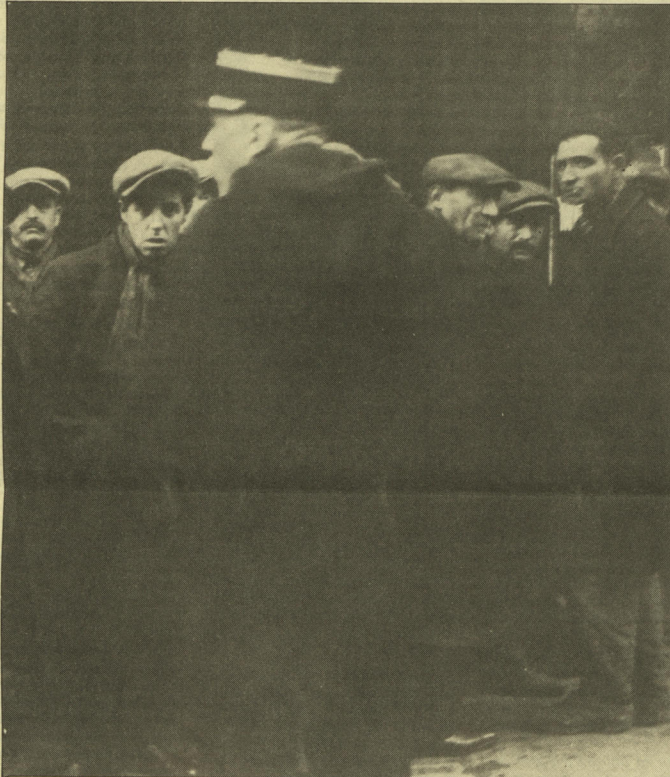


A la veille de la Seconde Guerre mondiale

— Partons, lui dit Parrain. La guerre va s'étendre rapidement. Les portes vont se fermer. De Marseille, les routes ne mènent nulle part. L'Afrique du Nord, à supposer qu'on y parvienne, est aussi française que la métropole du point de vue policier. Mais il reste le Nord, la Belgique, la Hollande, les grands ports. Filons. J'attends un mandat en fin de semaine ; il nous permettra d'atteindre la frontière, côté Erquelines ou Givet. Nous passerons. A Anvers ou à Amsterdam il reste

proches de la planque, des cheminements solitaires, de la prison. Et aussi pour recenser ce qui demeurerait possible en fait de papiers, d'adresses, de points de chute. (...)

« C'est vrai que c'est le moment de filer et que demain, dans une semaine ou quinze jours, il sera sans doute trop tard. (...) Mon accent, ma taille, ma bouille sont autant d'ennemis pour le passage des frontières. Pris ici ou pris ailleurs, autant rester et prêter la main aux trainards et aux déchards. »



des occasions. Dès que la guerre vraie commencera, et cela ne saurait tarder. Hitler croquera une France sans ressort et sans goût pour la bagarre. La Suisse n'échappera sans doute pas à la mise au pas national-socialiste de l'Europe. L'Italie jouera les Thénardiens. Et alors, d'un côté comme de l'autre, de Paris, de Berlin, ou de Rome, tu te feras avaler mon pauvre Mario, toi et les copains italiens, ennemis déclarés, battus plusieurs fois, sans ressources et sans défenseurs. Prenons du champ, allons observer d'un peu plus loin ; nous verrons plus clair et agirons mieux.

Les grosses mains de poseur de briques de Mario se massaient, s'étreignaient, faisant craquer les jointures. Le nez fort s'inclinait vers les genoux tandis que les longues jambes s'étendaient sous la table.

La nécessaire solidarité

— Tu as sans doute raison. Pour toi, pour tous. Mais moi je ne peux pas partir maintenant. Avec l'argent qui pour le moment continue d'arriver des copains des Etats-Unis, par la Suisse, je donne à bouffer à cent ou cent vingt zèbres de notre genre — de la soupe et des pâtes, mais c'est l'essentiel. Si je pars, c'est la débandade ou les conneries — c'est-à-dire le camp, la prison, l'expulsion pour la plupart. (...)

Au point où il en était, Parrain comprenait tout. Ce qui n'arrangeait rien. (...)

Ils convinrent de réunir, le dimanche suivant, le plus grand nombre possible de compagnons, personnellement connus. Ce ne serait évidemment pas une assemblée délibérante. Plutôt un repas d'adieu avant le grand steeple, une dernière croûte cassée en commun, pour que le souvenir en demeure dans la mémoire de chacun aux jours

Le dernier repas en commun

Ils sont bien quarante, arrivés par les sentiers, entrés par la cour après un même coup d'œil aux alentours, prêts à poursuivre leur promenade dominicale s'ils avaient renifflé l'embuscade ou l'encercllement. Heureusement, le pavillon est bien situé, planté sur une élévation, avec des arbres éparpillés sur l'arrière. En contrebas, à deux cents mètres, des travaux de terrassement : un abri de protection anti-aérienne va être construit. (...)

La plupart des présents se connaissent personnellement, de nom ou de réputation. Il y a les petits Français insoumis, Frédéric, le commis de magasin, des Italiens volubiles, deux Espagnols que Mario a pu « récupérer » alors qu'ils marchaient déjà dans la colonne qui montait au Fort Saint-Jean, un Péruvien aux cheveux d'un noir de jais, plus un contingent d'éléments aux nationalités indéfinissables, aux accents inclassables, parlant un français appris sur les chantiers peuplés de Catalans, de Gènois ou de Polonais. La plupart sont sortis d'Espagne lors de la débâcle. Certains d'entre eux étaient encore dans un camp il y a quelques semaines.

Dès les premières paroles, le thème jaillit : les papiers, les cartes d'identité, les livrets, les passeports, les visas. Une sorte d'angoisse gouailleuse pour traiter de ces documents dont dépend le droit de vivre, de marcher, de respirer. Un seul possède un passeport en règle — « avec un vrai visa » s'extasieront ceux qui examinent la pièce avec respect — c'est le Péruvien. (...)

Il a aussi des passeports Nansen, un peu blanchis par le correcteur ou jaunés par un coup de fer trop chaud. Puis des cartes d'identité pour étrangers, toujours usées aux plis et dont les tampons à l'encre violette ont parfois des lettres imprécises.

— De toute façon, dit l'un des Espagnols, à moins d'avoir des papiers signés par le ministre le matin même, tu n'as plus que le choix entre la Légion, pour aller défendre la démocratie en Indochine, ou le camp, pour savourer cette même démocratie en territoire français. Tu sors du camp après dix combines patiemment échafaudées, à l'occasion d'une corvée, ou parce qu'un camarade ou un parent a pu te faire monter en douce dans une baignole, et deux jours après tu te retrouves dans un autre camp parce que tu as mis le nez dehors. Nous sommes des criminels parce que nous avons tenu trois ans contre Franco. On verra combien de temps ils tiendront eux, contre Hitler, quand le dingue à croix gammée décidera de se mettre en route.

Quel combat ?

— Pourtant, hasarde Rinaldi, j'aurai un tel plaisir à piloter un zinc pour aller placer quelques bombes sur la gueule de mes bons compatriotes fascistes.

— Engage-toi alors, si tu crois que tes envies de revanche pourraient se soulager à la Légion !

C'est un des petits « déserts » qui a réagi. L'Italien secoue sa grosse tête :

— Non. Tu ne comprends pas. Je n'ai pas d'illusion sur les sentiments qui animent le gouvernement français. La preuve, c'est que tu me vois ici. Mais un coup porté à Mussolini me paraît utile, quel que soit celui qui le porte.

En attendant, pour remettre les choses à leur place, ce sont les antifascistes comme nous, et connus comme tels, qui sommes poursuivis, mis en prison ou expulsés. S'il fallait une preuve de plus pour en être sûr, la chasse aux militants qui n'ont jamais cessé le combat montre que cette guerre n'est pas la nôtre. C'est comme ça, même si tu cherches à régler un compte personnel ou si tu ne vois pas comment agir en ce moment. Il y a des périodes où l'on ne peut rien, sauf ne pas perdre la tête.

Après cette mise en garde de Mario, les discussions bifurquent. Un petit groupe d'Espagnols, déjà las des querelles de l'émigration, a repassé la frontière. Ils préfèrent risquer le paquet en territoire ibérique plutôt que de s'enliser dans le marécage des groupes, fractions et clans. Des jeunes Français sont aussi passés en Espagne, et ils se sont fait prendre. Le plus étonnant pour eux, au camp où ils ont été internés, a été de se faire engueuler par des républicains espagnols, et même des C.N.T.istes, parce qu'ils fuyaient le combat contre Hitler.

Louis-Mercier VEGA

Louis-Mercier Vega, La chevauchée anonyme, éditions Noir, en vente à la librairie du Monde libertaire, 34 F.

Les intertitres sont de la rédaction du Monde libertaire (N.d.R.).

NOTE DE LECTURE

« Résistances » de B. Langlois

PAR deux fois, entre 1981 et 1986, et sous deux régimes « différents », B. Langlois aura connu la mise à l'écart, chaque fois pour irrespect. C'est normal, pour lui le journaliste doit être par définition irrespectueux. Il revendique aussi le droit à la subjectivité honnête.

Du journal au magazine

D'abord le journal télévisé d'août 1981 à septembre 1982, un journal nouveau qui cesse de considérer le téléspectateur comme un sous-primate de 3^e catégorie, ça fait du

bien. « Maman y'a un monsieur qui parle intelligent à la télé et je comprends tout ! »

Ensuite, le crime de lèse-Kelly (pas de coquilles, S.V.P.) : B. Langlois n'est plus présentateur du journal. Protestations, lettres de soutien, il attend... et la direction lui propose un magazine sur les droits de l'homme. Sujet en or pour l'irrespectueux talent, sujet qu'il n'aura de cesse de traiter avec fougue jusqu'à son deuxième « débarquement », cette fois-ci pour crime de lèse-Pasqua (toujours pas de coquille, S.V.P., ce serait trop horrible) ; et tout le livre, avec le léger historique précité, traite de l'aventure de ce magazine.

Son titre d'abord : on a échappé à « Derrière les barreaux ». « Résistances » avec un S, c'est beau. Ensuite la première autocensure sur les prisonniers politiques au Maroc. L'autocensure, c'est ce qui se pratique le mieux à la télé paraît-il.

Des mots comme des massues

Après, on fait le tour du monde, (malheureusement) B. Langlois affiche ses convictions tiers-mondistes, comme d'autres la couleur de leur peau. Aucun continent n'est épargné. L'ancien militant du P.S.U. manie les mots comme des massues : « Le président américain peut poser avec madame au pied de la vieille pute qui veille, brandissant sa lanterne racoleuse sur Wall Street et l'Empire State Building ».

Sur l'Amérique latine : « Il y a d'un côté le peuple, de l'autre les militaires. Et pour ceux-ci, celui-là est forcément subversif ». Toujours sur ce même continent : « Torture d'Etat, terreur d'Etat : par la peur, l'humiliation, la désintégration physique et psychique des personnes ».

B. Langlois parle longuement du rôle de certains religieux qui, dans ces pays, sont du côté des opprimés et qui parfois le payent de leur vie (on range, pour un instant, son anticléricalisme viscéral !). Il décrit bien l'isolement du Nicaragua et le ridicule qu'il y a à exiger de ce pays d'être, dans ces conditions, un modèle de démocratie.

Il parle aussi de l'Ethiopie, des Pays de l'Est, des Basques, des Turcs et enfin de Kauffman. L'émission a duré 41 mois et, pendant 34 numéros, à l'ombre de L'homme qui marche de Giacometti, l'homme qui gueule a fait son boulot de journaliste. Le point commun entre ces deux hommes ? Ils sont debout.

C.-M. PORTELLI

Bernard Langlois, Résistances, éditions La Découverte, en vente à la librairie du Monde libertaire, 95 F.

CINEMA

« Les saints innocents » de Mario Camus

CE film espagnol réalisé par Mario Camus, d'après le roman de Miguel Delibes, a pour cadre l'Extremadure dans les années soixante. Une famille de paysans subit l'exploitation d'un puissant propriétaire terrien. Parmi les habitants de la propriété, ils occupent la place la plus basse et la plus humble. Leur espoir est que les plus jeunes puissent étudier et échapper ainsi à leur vie infernale. Régula a un frère, Azarias, qui travaille dans une ferme voisine. C'est un « demeuré », un innocent qui s'exprime mal. Rouvayé à cause de son âge, il vient habiter avec la famille de sa sœur... Histoire de pauvres gens, toujours perdants depuis des générations, qui ne demandent rien à personne, qui travaillent pour vivre tant bien que mal, qui obéissent et supportent toutes les injustices.

Ce film est à la fois émouvant et réaliste, marqué d'une grande sensibilité. *Los Santos Inocentes* fait partie du renouveau du cinéma espagnol auquel nous assistons depuis quelques années. Un film, des interprètes (Francesco Rabal et Alfredo Landa) à découvrir !

BRUNO (Gr. Région-Toulonnaise)

Gala de soutien à Radio-Libertaire

C'est dans une salle archicomble que s'est déroulé le gala de soutien à Radio-Libertaire ce vendredi 1^{er} mai 1987. La rencontre de deux grands talents de la scène — Jean Guidoni et France Léa — avec le public fut chaleureuse et enthousiaste.

Cette soirée couronnée de succès a encore une fois démontré — s'il en était besoin — que la qualité et le dynamisme se passent très bien

du show-business et de ses combines. La chanson française vous salue bien, Radio-Libertaire salue bien la C.N.C.L. Secrétariat R.-L.



CINEMA

« Platoon » de O. Stone

ENCORE un film sur la guerre du Viêt-nam, serait-on tenté de dire. Peut-être, mais avouons-le tout de suite, celui-ci tranche singulièrement avec toutes les productions à la Rambo qui déferlent depuis un certain temps sur les écrans de cinéma. *Platoon*, c'est avant tout le séjour d'un jeune engagé volontaire, plein d'illusions, qui découvre dès les premiers jours l'horreur de ce conflit. Ce qui le mènera à remettre en cause sa présence au sein des forces américaines.

Durant la projection nous partageons ainsi la vie de cette section : raids nocturnes, exécutions sommaires, incendies de villages, embuscades. Mais l'intérêt du film réside ailleurs. Principalement axé sur la vie interne du groupe, nous assistons aux déchirements de cette micro-société. Les rivalités, le soupçon, la haine séparent ces hommes, certains jusqu'à la mort.

Cette réalisation d'Olivier Stone, en partie autobiographique, a relancé de nouveau le débat sur une page de l'histoire des Etats-Unis que beaucoup voudraient oublier. Pour Chuck Norris, tête d'affiche des deux films *Portés disparus* glorifiant l'héroïsme des troupes d'occupation, *Platoon* « ne décrit pas vraiment la réalité de ce qui s'est passé au Viêt-nam ». Se référant aux lettres que lui écrivait son frère à l'époque, celles-ci ne mentionnent pas « ce qui est décrit dans le film de Stone ».

Un reproche tout de même, comme tous les longs métrages sur ce thème, les Viêt-namiens sont relégués au titre de figurants, c'est plutôt dommage. Il serait temps de voir une production s'attarder davantage sur le sort de ceux qui subissaient, qui luttaient contre une présence étrangère, au lieu de s'attarder éternellement sur les états d'âmes de soldats qui n'avaient absolument rien à faire dans la péninsule indochinoise.

Reconnaissons à O. Stone le mérite de montrer la guerre avec réalisme, sans fard et avec toute sa cruauté. L'angoisse, l'horreur, la mort poursuivent le spectateur deux heures durant.

JEAN-CLAUDE (Gr. Kropotkine)

Programmes de Radio-Libertaire

Jeudi 7 mai
 « Rouge profond » (24 h à 3 h) : la fête foraine et le fantastique.
 « Blues en liberté » (10 h à 12 h) : les précurseurs du Chicago blues, de Muddy Waters à Charlie Patton, en passant par Tampa Red et Big Bill Broonzy.
 « Jazz en liberté » (22 h 30 à 3 h) : les nouveaux disques.

Vendredi 8 mai
 « 89.4 le matin » (10 h 30 à 12 h 30) : commentaires à chaud et disques.
 « H. comme hasard » (12 h à 14 h) : la matière en miettes.
 « L'Invité quotidien » (19 h à 21 h) : les pluies acides et les luttes pour l'environnement avec André Sallaun, invité par l'Union rationaliste.

Samedi 9 mai
 « Chronique syndicale » (12 h 30 à 14 h 30) : le travail au féminin.
 « Epsilonia » (17 h 30 à 19 h) : Jules, du groupe Olum Bouton, nous parle de musique africaine.

Dimanche 10 mai
 « Hua y guang bo » (8 h à 10 h) : émission en langue chinoise.
 « Matinée anticléricale » (10 h à 12 h) : le royalisme et la république.
 « Folk à lier » (12 h à 14 h 30) : l'actualité du country et de la musique traditionnelle.

Lundi 11 mai
 « Chronique du lundi » (9 h à 11 h) : informations, actualités et revue de presse.
 « Vous avez dit étranger ? » (14 h à 16 h) : l'antiracisme au quotidien.
 « Allo maman bobo » (18 h 30 à 20 h 30) : les paroles du guérisseur ou « les nourritures humaines ».
 « Radio-Libertaria » (20 h 30 à 22 h 30) : nouvelles d'Espagne.

Mardi 12 mai
 « Music-Hall » (10 h à 12 h) : l'émission du Théâtre libertaire de Paris.
 « Les humeurs criminelles » (12 h à 14 h) : le polar au noir.

Mercredi 13 mai
 « Musique sur tous les toits » (10 h à 12 h) : la musique contemporaine est-elle viable ?
 « Humeurs » (18 h 30 à 20 h 30) : le coup d'œil décapant de Radio-Libertaire.
 « Rouge profond » (24 h à 3 h) : la nouvelle science-fiction, avec Yves Frémion.

ON SOUSCRIT, ON S'ABONNE AU « MONDE LIBERTAIRE HEBDO »

« La France conteste » de Charles Tilly

les invasions de champs et autres deviennent inefficaces, inutiles et dépassées. En réponse aux changements qui se produisent dans le domaine du pouvoir et du capital, le peuple adopte de nouvelles formes d'action, campagne électorale, meeting, mouvement social et autres éléments du nouveau répertoire. » (p. 549).

L'étude de Tilly est très méticuleuse, surtout pour les XVII^e et XVIII^e siècles, assez méconnus dans ce domaine. Mais la précision et le temps lui imposèrent de circonscrire l'étude, car elle est limitée à cinq régions typiques et très différentes : la Bourgogne, l'Ile-de-France, l'Anjou, le Languedoc, la Flandre française. On peut regretter que l'aspect monographique ait été réduit pour le XX^e siècle, car l'auteur a estimé que cette période était bien connue.

Introduction à la réflexion

La lecture du livre est une bonne introduction à la réflexion sur la stratégie la plus efficace contre les pouvoirs de l'Etat et du Capital, d'autant que la problématique adoptée (développement par interactions réciproques de l'Etat et du Capital) est plutôt d'orientation kropotkienne que marxienne (l'Etat n'est qu'un produit du capitalisme).

Cependant, on peut contempler l'effondrement de certains mythes contemporains. Par exemple « la fusillade de Clichy » du 16 mars 1937, la police de Blum tuant cinq personnes et en blessant 300 autres, est un épisode rarement évoqué par la gauche bienpensante. L'ambiance des événements relatés est souvent si parfaite que le caractère romanesque prend le pas sur l'étude sociologique. L'histoire de France de Tilly, celle des gens qui n'ont pas voix au chapitre, n'est pas prête d'intégrer les programmes scolaires.

Xavier MERVILLE (Gr. Pierre-Besnard)

Charles Tilly, La France conteste (de 1600 à nos jours), éditions Fayard, 1986, dans la série « L'espace du politique » dirigée par Pierre Birnbaum.

CE livre est le résultat d'un travail de onze ans, entrepris par Tilly avec une équipe d'universitaires américains du Center for Research on Social Organization de l'université du Michigan.

Les ouvrages et les archives consultés sont innombrables, et l'aspect rigoureux de la recherche est appuyé par la consultation systématique de deux sources d'informations, comme la correspondance des autorités, administratives, les archives locales, les témoignages, les journaux...

Nouvelles formes d'action

La ligne directrice du livre est la recherche des méthodes mises en place par la population pour résister au développement concomitant de l'Etat et du capitalisme depuis 1600. Citons une partie des conclusions auxquelles parvient l'auteur après l'étude de quatre siècles de luttes : « A mesure que le capitalisme progresse et que les Etats nationaux deviennent plus puissants et centralisés, les affaires et les patrons perdent de leur influence sur la vie des individus. »

« De plus en plus, se sont les détenteurs du pouvoir national et du grand Capital qui prennent les décisions dont ils dépendent. Et c'est ainsi que les prises de grain,

UNION SOVIÉTIQUE

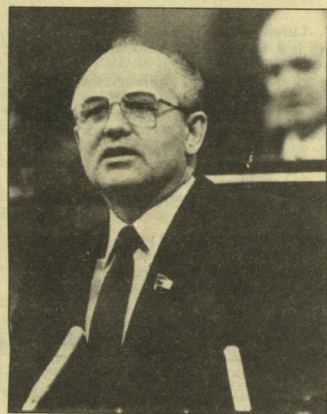
Quels changements ?

DEPUIS de nombreux mois, les médias saluent les changements qui s'opèrent en Union soviétique. Pourtant il n'y a pas lieu de se réjouir. Nous allons vite nous apercevoir, faits et citations à l'appui, que rien ne change structurellement dans ce pays.

Une économie délabrée

Pour le Politburo, le péril ne vient pas de l'Ouest mais seulement de l'économie, c'est déjà suffisant ! Les chiffres soviétiques eux-mêmes nous laissent imaginer l'état de délabrement de la plus grande partie de l'industrie. De 30 à 40% des équipements fonctionnent depuis plus de 15 à 20 ans, alors que leur vie moyenne a été fixée (par une norme) à 13 ans environ. Ceci n'est certainement pas étranger au fait que la croissance ne cesse de se ralentir depuis le début des années 70. En effet, à partir du IX^e plan quinquennal (1971-1975), les résultats économiques ont toujours été inférieurs aux prévisions, de moins en moins ambitieuses.

La production agricole ne semble pas en meilleure santé : elle stagne malgré un engage-



ment croissant de l'Etat. Les résultats ne marquent que des progrès médiocres, lorsqu'ils ne se dégradent pas. Entre 1981 et 1985, la moyenne quinquennale des récoltes s'est située en dessous des prévisions mais est également inférieure aux niveaux atteints en 1976-1980.

Par exemple, la production céréalière, dont les chiffres sont tus par Moscou depuis 1981, est le symbole de la dégradation générale. L'importation de produits agro-alimentaires est donc le recours obligatoire pour pallier les défaillances de la production nationale. Le XI^e plan quinquennal n'est toujours pas parvenu à l'objectif de la politique agricole : l'auto-suffisance alimentaire. Des mesures s'imposent donc.

Lors du XXVII^e congrès du P.C.U.S., Gorbatchev n'a pas hésité à critiquer très sévèrement son prédécesseur. Le pourrissement de la situation est donc attribué au laxisme de Brejnev. Le numéro deux du parti, M. Ligatchev, fut du même avis : « Des erreurs ont été commises par le passé dans la sélection des cadres et dans leur nomination à des postes de responsabilité (...). La ligne visant à assurer la stabilité des cadres a conduit trop fréquemment à l'immobilisme, ce qui est absolument inadmissible ».

En arguant d'un très lourd héritage, Gorbatchev peut ainsi avouer l'état du pays sans se compromettre : « Il nous faut prendre conscience jusqu'au bout de la situation qui s'est créée et en tirer les conclusions les plus sérieuses. Les destinées historiques du pays, les positions du socialisme dans le monde actuel dépendent beaucoup de la façon dont nous mènerons l'affaire par la suite » (1). Se mettrait-il à douter du trop fameux déterminisme historique et de la prétendue inévitabilité de la victoire du communisme ?

Libéralisation ?

Les discours du premier secrétaire, les libérations successives de dissidents ne doivent pas faire illusion. Alors que le 10 février dernier était annoncée la mise en liberté de 140 prison-

niers d'opinion, deux jours plus tard des manifestants ainsi que des journalistes étrangers étaient victimes de brutalités policières à Moscou. Ces manifestants réclamaient seulement la libération de Iossif Begun. La répression a également sévi à Alma Ata, à la suite des émeutes de la mi-décembre 1986. Une personne, entre autres, fut condamnée à 5 ans de camp pour avoir « tenté d'attiser la haine nationaliste en incitant la jeunesse à des actes illégaux, en confectionnant une pancarte et des tracts au contenu provocateur » (2).

De tels faits ne surprennent pas, le président du K.G.B. avait déclaré, lors du XXVII^e congrès : « Certains milieux occidentaux évoquent sans cesse des violations imaginaires des droits de l'homme et des libertés en U.R.S.S. (...) Quel est donc le droit que les défenseurs occidentaux veulent obtenir pour des criminels fieffés ! Le droit de violer impunément les lois de notre Etat socialiste ? (...) Mais ce droit, nous ne l'accorderons jamais ! »

Que représente la libération d'Andrei Sakharov face à l'accroissement des délits punissables de la peine de mort ? Pendant que les médias de l'Ouest relatent les quelques libérations de prisonniers politiques connus, combien d'anonymes croupissent dans les camps ? Et si ce n'était qu'une opération de prestige afin de se débarrasser de victimes connues et gênantes au plan international.

Simultanément, le quadrillage de la société se poursuit. Le 12 janvier 1986, le quotidien *Moscou-Soir* demandait à tous les citoyens de la capitale, de 16 à 60 ans, de fournir à l'administration un certificat de travail ou de scolarité afin de « dépister les parasites ». Une telle mesure, échelonnée entre juillet et novembre, devrait « améliorer l'utilisation des réserves humaines »...

« Glasnot » (transparence), c'est le mot clé du numéro un soviétique. Celle-ci mettrait fin à bon nombre de sujets occultés jusqu'à aujourd'hui. S'il est vrai que l'on ne cache plus les catastrophes et les fléaux naturels, comme sous la période stalinienne, la nouvelle façon d'informer le peuple a de quoi le laisser sur sa faim. Il n'est nullement question d'une libre recherche de l'information, les moyens de communication demeurant sous le contrôle strict du parti.

Le 13 janvier, Gorbatchev critiquait la presse, qui à son avis mettrait trop souvent en cause le P.C.U.S. Cette transparence deviendrait-elle de plus en plus opaque ?

Certes, le pouvoir semble quelque peu plus libéral en ce qui concerne l'art. Mais s'attaquer à un certain dogmatisme poussiéreux, à une certaine langue de bois, ne signifie pas une libéralisation de la production. Le parti n'a pas renoncé à son droit exclusif de juger, de condamner, si besoin est, toute œuvre. Il s'agit



aujourd'hui de régénérer la production littéraire, cinématographique et culturelle tout simplement. C'est une tentative de relancer, sous d'autres formes son rôle éducatif et de conscientisation des masses.

Condamnons la corruption, mais pas n'importe laquelle...

Sont condamnés : « Les cas scandaleux d'abus de pouvoir de la part de certains responsables, de prévarication par falsification de documents et autres pratiques frauduleuses, de corruption par la pratique des pots de vin (...), de dilapidation des biens socialistes, de com-

portements bureaucratiques et formalistes à l'égard des individus et du travail (...). Toutes les mesures seront prises, y compris le châtiement des coupables selon toute la rigueur de la loi » (3).

Non, ce n'est pas la dernière déclaration fracassante de Gorbatchev, seulement un discours de Brejnev en 1977. Depuis lors, peu de chemin semble avoir été parcouru.

Cette prétendue volonté de combattre la corruption sera, sans aucun doute, l'une des

s'effectue avec complexité, de façon contradictoire et inégale. Il se heurte à des obstacles sociaux, psychologiques et d'organisation et à l'opposition de ceux qui, mûs par des intérêts égoïstes, s'efforcent de préserver des structures dépassées ainsi que leurs propres privilèges ». Ces difficultés s'expliqueraient par des « déformations bureaucratiques dans l'appareil de gestion », « l'indiscipline » et « l'irresponsabilité » de ses membres. Autrement dit, le



Sakharov, une libération spectaculaire !

épreuves de vérité de ce présent gouvernement. Dans un premier temps, doit être définie la corruption admissible et l'inadmissible. Gorbatchev peut donner quelques exemples, frapper et briser quelques trafics spécifiques tels que la vente de titres universitaires, de permis de séjour à Moscou... mais en aucun cas il ne peut, ni ne veut, endiguer les flux du circuit de l'économie parallèle (troc, contrats directs entre chefs d'entreprises, pots de vin...). Ce serait porter un coup fatal à une économie déjà chancelante.

Il en est de même en ce qui concerne la critique des privilèges, M. Elstine a très bien défini les limites à ne pas dépasser : « Lorsque les privilèges ne sont pas justifiés, ils doivent être éliminés » (4). Et les autres alors ?

Changement dans la continuité

Cette tentative de réforme ne traduit qu'un malaise de plus de la société soviétique. Elle révèle la prise de conscience d'une partie de la direction du P.C.U.S. de la nécessité de prendre des mesures pour sauver le régime du naufrage. Face à cette initiative, les « réformateurs » se heurtent à un grand nombre de bureaucrates hostiles. Dès le 1^{er} octobre 1986, une résolution du Comité central reconnaissait, dans la *Pravda*, que cette restructuration « pêche par un manque de dynamisme ».

« Bien que la société, dans son ensemble, soit favorable aux changements, ce processus

partiel est plus soucieux de sauvegarder son emprise sur la société que de moderniser le pays.

La politique de relance repose essentiellement sur « la mobilisation du facteur humain ». Tandis qu'Andropov mettait l'accent sur la discipline, Gorbatchev — pour le moment du moins — tient le langage de la motivation : « Il faut que chaque citoyen ait le sentiment de posséder le bien collectif », « l'immense victoire du socialisme, c'est la création d'un homme nouveau qui ne se différencie pas de l'Etat, qui considère les intérêts de l'Etat et du peuple tout entier comme les siens propres ». Or l'hypothèse d'un changement de comportement des gens est fort improbable, rien n'étant mis en place pour le motiver.

Les constats, les propositions de Gorbatchev reposent sur des critiques classiques, des mises en garde maintes fois répétées. La dénonciation de l'inefficacité du système et des déviations individuelles n'est pas nouvelle. Il y a donc de nombreuses chances pour que ce processus de réformes ait le destin des précédents : la poubelle de l'Histoire ou quelques améliorations minimes. L'écartement de l'actuel secrétaire est également à envisager. En son temps, Khrouchtchev avait été accepté lorsqu'il réhabilitait les victimes de Staline, mais écarté quand il s'attaqua aux privilèges du parti.

Aucune illusion à se faire si Gorbatchev parle de révolution, c'est seulement pour sauver le régime de classes soviétique. Ligatchev le dit clairement : « La critique doit avoir pour but de renforcer le système social » (5). D'autre part, le rôle dirigeant du P.C.U.S. a été réaffirmé dans le quatrième programme du parti, daté de 1986 : « Le parti est le noyau du système politique de la société soviétique. C'est sous sa direction que fonctionnent tous les autres maillons ». Qui a parlé de changement ?

Fait révélateur, dans le même écrit, le communisme n'est plus défini comme la « tâche immédiate et pratique », mais seulement en tant qu'« objectif ultime ». N'est-ce pas le meilleur aveu de la faillite d'un tel système ?

JEAN-CLAUDE (Gr. Kropotkine)

- (1) Plénum d'avril 1985.
- (2) Selon le journal local du parti.
- (3) Rapport du Soviet suprême.
- (4) XXVII^e congrès.
- (5) idem.

souscrivez... abonnez-vous... souscrivez... abonnez-vous... souscrivez.